

Arrondissement de Grasse

**COMMUNAUTE
D'AGGLOMERATION
SOPHIA ANTIPOLIS**

Siège social:
Hôtel de Ville
BP 2205
06606 ANTIBES CEDEX

**EXTRAIT DU REGISTRE
DES DELIBERATIONS DU BUREAU
DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION
SOPHIA ANTIPOLIS**

Séance du 29 avril 2019

Effectif légal	Présents	Procurations + Absents
25	20	5

N° de la séance : 04

Objet de la délibération : Direction
Développement de la Technopole Sophia
Antipolis - Soutien au développement
territorial et animation - Réseaux et
acteurs de l'accompagnement -
Attribution de subventions

- ☒ Original
▪ Expédition certifiée conforme à
l'original
Pour le Président,
Le Directeur Général des Services

Stéphane PINTRE

N° Enregistrement : BC.2019.049

Date de la convocation :
Le 23/04/2019

Certifié exécutoire compte tenu

de l'affichage
en date du **07 MAI 2019**

de la réception s/Préfecture
en date du **- 9 MAI 2019**

Pour le Président,
La Responsable de Service



Corinne PAVAN SANTAINÉ

L'an deux mil dix neuf et le 29 avril à 10h30, le Bureau Communautaire de la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, régulièrement convoqué conformément aux dispositions des articles L 5211-1, L 2121-10 et L 2121-12 du Code Général des Collectivités Territoriales, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, Les Genêts, 449 Route des Crêtes à Valbonne, sous la présidence de Monsieur Jean LEONETTI, Président de la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, Maire d'Antibes Juan Les Pins.

PRESENTS :

Jean LEONETTI, Michelle SALUCKI, Jean-Bernard MION, Damien BAGARIA, Gérald LOMBARDO, Jean Pierre MAURIN, Richard RIBERO, Thierry OCCELLI, Eric MELE, Jean-Pierre MASCARELLI, Marguerite BLAZY, Roger CRESP, Dominique TRABAUD, Gilbert TAULANE, Gilbert HUGUES, Jean-Paul ARNAUD, Richard THIERY, Claude BERENGER, René TRASTOUR, Joseph VALETTE

ABSENTS :

Lionnel LUCA, Christophe ETORE, Guilaine DEBRAS, Michel ROSSI, Joseph LE CHAPELAIN

Monsieur LEONETTI,

Par délibération n°CC.2016.144 du 26 septembre 2016, la CASA s'est engagée à poursuivre et à renforcer son soutien aux acteurs du développement économique sur Sophia Antipolis.

Les réseaux et acteurs de l'accompagnement participent depuis de nombreuses années au développement, au rayonnement et à l'attractivité de Sophia Antipolis à travers des actions spécifiques :

- Concours : challenges Jeunes Pousses, European Satellite Navigation Competition (ex- Galileo Master) ;
- Accompagnement des étudiants entrepreneurs à travers le programme « PEPITE Est » ;
- Sélection et accompagnement de projets de créations d'entreprises innovantes selon des critères propres ou les critères d'innovation de la BPI ;
- Ateliers, déjeuners de réseautage et conférences ;
- Participation aux événements organisés par le pôle accueil et hébergement des entreprises.

L'incubateur PACA-Est, association fondée en 2000, accompagne depuis 19 ans les projets de création d'entreprises innovantes. L'association compte 28 membres (personnes morales) en 2018 et 6 salariés, qui se partagent les missions d'accompagnement dans les bureaux de Sophia Antipolis, Toulon et Nice. A Sophia Antipolis, l'incubateur est hébergé au Business Pôle et propose de l'hébergement aux projets sélectionnés pour une période de 2 ans.

L'incubateur Télécom ParisTech s'est doté d'un incubateur à Paris, relayé par la création d'un second incubateur à Sophia Antipolis en mai 2006. Télécom ParisTech s'est implanté sur la technopole en se rapprochant de sa filiale Eurecom, pour donner naissance à l'incubateur Télécom ParisTech Eurecom Entrepreneurs accompagnant une quinzaine de porteurs de projets en incubation et une dizaine de futurs entrepreneurs en maturation.

Télécom Valley est une association en charge de l'animation des acteurs azuréens du numérique, hébergée au Business Pôle. Elle gère également le Fab Lab de Sophia Antipolis, le SoFab Lab, inauguré en 2014 et comptant plus de 1180 participants.

Le réseau Entreprendre Côte d'Azur accompagne des entrepreneurs dans la création d'entreprises à fort potentiel de croissance et d'emplois (5 emplois à créer en 3 ans) grâce à des prêts personnels de 35 000 € en moyenne, pour une durée de 5 ans et un accompagnement proposé par les membres bénévoles de l'association.

BA06 contribue au développement entrepreneurial du territoire en accompagnant les entreprises innovantes à fort potentiel de croissance et de création d'emplois, par le biais de programmes dédiés d'accélération, de suivi et accompagnement, et d'événements permettant aux startups de rencontrer les différents clients, financeurs et acteurs clés de l'innovation.

Recherche et Avenir propose un accompagnement personnalisé vers l'emploi des docteurs en entreprise au sein du tissu économique régional en mettant à disposition des acteurs de la Recherche, du développement et de l'innovation, son réseau de docteurs et d'entreprises partenaires dans un but de faciliter le Rapprochement Universités-Entreprises (RUE).

Les objectifs de ces structures en 2019 s'alignent sur la stratégie de développement économique et d'attractivité territoriale de Sophia Antipolis à savoir :

- Favoriser l'essor de nouvelles entreprises innovantes sur le territoire de Sophia Antipolis en accompagnant des porteurs de projets sélectionnés selon les modalités propres de chaque structure :
 - **Incubateurs PACA – Est et Telecom ParisTech :**
 - Maintenir ou augmenter le nombre d'entrées en incubation par rapport à 2018
 - Poursuivre les actions menées pour les entreprises en incubation
 - Mener des actions de sensibilisation à l'entrepreneuriat pour les étudiants du 3^e cycle d'UCA ;
 - **Telecom Valley :** assurer l'animation des acteurs du Numérique et l'organisation d'évènements ;
 - **Réseau Entreprendre CA :** maintenir ou augmenter le nombre de projets d'entreprises étudiés en comité d'engagement ;
 - **BA06 :** contribuer au développement entrepreneurial du territoire en accompagnant les entreprises innovantes à fort potentiel de croissance et de création d'emplois ;

- **Recherche et Avenir** : faciliter le rapprochement entre les PME et les laboratoires de recherche du territoire afin d'aider les entreprises à se développer en s'appuyant sur l'expertise et les compétences de ces laboratoires ;
- Participer à l'animation de l'écosystème de Sophia Antipolis à travers des événements réguliers :
 - Mise en place de conventions de partenariat avec la French Tech pour l'organisation ou la participation à des actions en faveur des entreprises du numérique ;
 - Participation aux événements organisés par la mission « accueil et hébergement des entreprises » : conférences, présentations, séances de networking ;
- Recrutement ou fidélisation des membres existants :
 - **Incubateurs PACA-Est et Telecom ParisTech** : poursuivre la politique de fidélisation des membres existants ;
 - **Telecom Valley** : mettre en place des actions de recrutement de nouveaux membres et mettre en place une stratégie de fidélisation des membres ;
 - **Réseau Entreprendre CA** : augmentation du nombre de membres par rapport à 2018 avec une volonté d'accueillir plus d'ETI ;
 - **BA06** : sélectionner 45 entreprises innovantes à fort potentiel de croissance et de création d'emplois dans les domaines d'activités du territoire (TIC, industrie, bien-être/santé, green-tech, services), communiquer sur leurs innovations et leurs services et les mettre en relation avec des clients et investisseurs potentiels ;
 - **Recherche et Avenir** : aider davantage d'acteurs des mondes académique et économique à exprimer leurs besoins et à identifier le bon partenaire pour l'établissement d'une collaboration de recherche fructueuse.

C'est dans ce contexte que les structures présentées sollicitent de la part de la C.A.S.A. une participation financière de 245 000 €, répartie comme suit :

	2018		2019		
	Montant demandé	Montant versé	Montant demandé	Montant proposé	Budget total
Incubateur Paca-Est	80 000€	65 000€	65 000€	65 000€	1 107 800 €
Incubateur Telecom Paris Tech	130 000€	90 000€	110 000€	90 000€	408 000 €
Telecom Valley	65 000€	60 000€	60 000€	60 000€	439 640 €
Réseau Entreprendre Côte d'Azur	14 000 €	5 000 €	15 000 €	10 000 €	461 077 €
BA06	10 000 €	5 000 €	10 000 €	10 000 €	352 450 €
Recherche et Avenir	13 000 €	5 000 €	12 000 €	10 000 €	277 400 €

Par rapport au budget prévisionnel de ces entités, les ratios s'établissent comme suit :

	2019		
	Montant proposé	Budget total	Ratio subvention CASA / budget
Incubateur Paca-Est	65 000€	1 107 800 €	5,86%
Incubateur Telecom Paris Tech	90 000€	408 000 €	22,05%
Telecom Valley	60 000€	439 640€ €	13,64%
Réseau Entreprendre Côte d'Azur	10 000 €	461 077 €	2,16%
BA06	10 000 €	352 450 €	2,83%
Recherche et Avenir	10 000 €	277 400€ €	3,60%

Concernant les indicateurs de performance, il est proposé d'instaurer pour chaque entité les indicateurs suivants :

Favoriser l'essor de nouvelles entreprises innovantes sur le territoire de Sophia Antipolis en accompagnant des porteurs de projets sélectionnés selon les modalités propres de chaque structure	
Incubateurs PACA – Est Et Telecom ParisTech	Nombre de projets ayant candidaté Nombre d'entrées en incubation Liste des actions menées pour les entreprises en incubation Liste des actions de sensibilisation à l'entrepreneuriat pour les étudiants du 3 ^e cycle d'UCA.
Telecom Valley	Nombre d'évènements réalisés sur le territoire de Sophia Antipolis et nombre de participants / adhérents Communication Valorisation des actions auprès de l'Ecosystème (réseaux sociaux, médias, ...) Campagne de communication sur le concours Jeunes Pousses Nombre d'étudiants de Sophia Antipolis participant au challenge Jeunes Pousses Trophée Objets Connectés
Réseau Entreprendre CA	Nombre de projets d'entreprises étudiés en comité d'engagement Créations d'emplois sur les entreprises accompagnées
BA06	Nombre d'entreprises sophipolitaines accompagnées ou adhérentes BA06 Event : nombre de participants Valorisation des actions auprès de l'Ecosystème (réseaux sociaux, médias, ...) Campagne de communication sur l'événement BA06 Event Nombre d'entreprises sophipolitaines participant à l'événement BA06 event Nombre de partenariats engagés entre startups sophipolitaines et donneurs d'ordre / investisseurs

Recherche et Avenir	<p>Nombre d'entreprises et de laboratoires sophipolitains impliqués</p> <p>Nombre de rencontres organisées en comité one to one entre start-ups/PME/PMI/TPE sophipolitaines et laboratoires</p> <p>Nombre de partenariats initiés impliquant des Masters, Doctorants et/ou Jeunes Docteurs, Ingénieurs et entreprises sophipolitaines</p> <p>Nombre d'ateliers et de formations organisés par REA sur le territoire de Sophia Antipolis et nombre de participants</p> <p>Campagne de communication sur les événements et actions.</p>
Participer à l'animation de l'écosystème de Sophia Antipolis à travers des évènements régulier	
Toutes les structures	<p>Conventions de partenariat avec la French Tech pour l'organisation ou la participation à des actions en faveur des entreprises du numérique</p> <p>Participation dans la mesure du possible aux évènements organisés par la mission « accueil et hébergement des entreprises » : conférences, présentations, séances de networking...</p> <p>Nombre de candidatures du territoire reçues pour les événements / concours organisés.</p>
Recrutement ou fidélisation des membres existants	
Incubateurs PACA - Est et Telecom ParisTech	<p>Actions de fidélisation des membres</p> <p>Niveau de satisfaction générale des incubés</p>
Telecom Valley	<p>Actions de recrutement de nouveaux membres</p> <p>Stratégie de fidélisation des membres</p> <p>Niveau de satisfaction des membres</p>
Réseau Entreprendre CA	<p>Nombre de membres par rapport à 2018</p> <p>Nombre d'ETI parmi les membres</p> <p>Niveau de satisfaction des accompagnés / des membres</p>
BA06	<p>Augmentation du nombre de startups sophipolitaines participant à l'événement BA 06 Event</p>
Recherche et Avenir	<p>Augmentation du nombre de mises en relation entre entreprises et laboratoires de Sophia Antipolis</p> <p>Augmentation du nombre de partenariats</p> <p>Nombre de recrutements de stagiaires, doctorants ou jeunes docteurs</p>

Au total en 2019, les projets de subventions aux Réseaux et acteurs de l'accompagnement représentent un coût global de 245 000 € pour la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis.

Vu la délibération du Conseil Communautaire n°CC.2014.005 du 14 avril 2014 par laquelle le Bureau a reçu délégation du Conseil pour prendre toutes décisions, à l'exception des décisions budgétaires, en matière de subvention à recevoir ou à accorder,

Il est donc proposé au Bureau Communautaire :

- d'approuver les montants des subventions aux Réseaux et acteurs de l'accompagnement et de leurs projets, et de leur octroyer une subvention globale de 245 000 €, à répartir comme suit :

• Incubateur Paca-Est	65 000,00€
• Incubateur Telecom Paris Tech	90 000,00€
• Telecom Valley	60 000,00€
• Réseau Entreprendre CA	10 000,00 €
• BA06	10 000,00 €
• Recherche et Avenir	10 000,00 €
- d'approuver les termes des conventions se rapportant à l'attribution des subventions aux Réseaux et acteurs de l'accompagnement, dont les projets sont joints en annexe ;
- d'autoriser Monsieur le Président ou son représentant à signer ces conventions ainsi que tout document nécessaire à la bonne exécution de cette délibération ;
- d'imputer la dépense sur le compte 6574/90 de la Section de Fonctionnement du Budget Principal au titre de l'année 2019 ; la Direction Développement de la Technopole Sophia Antipolis.

LE BUREAU COMMUNAUTAIRE, OUI L'EXPOSE DU PRESIDENT ET APRES EN AVOIR DELIBERE, A L'UNANIMITE, DECIDE :

- d'approuver les montants des subventions aux Réseaux et acteurs de l'accompagnement et de leurs projets, et de leur octroyer une subvention globale de 245 000 €, à répartir comme suit :

• Incubateur Paca-Est	65 000,00€
• Incubateur Telecom Paris Tech	90 000,00€
• Telecom Valley	60 000,00€
• Réseau Entreprendre CA	10 000,00 €
• BA06	10 000,00 €
• Recherche et Avenir	10 000,00 €
- d'approuver les termes des conventions se rapportant à l'attribution des subventions aux Réseaux et acteurs de l'accompagnement, dont les projets sont joints en annexe ;

- d'autoriser Monsieur le Président ou son représentant à signer ces conventions ainsi que tout document nécessaire à la bonne exécution de cette délibération ;
- d'imputer la dépense sur le compte 6574/90 de la Section de Fonctionnement du Budget Principal au titre de l'année 2019; la Direction Développement de la Technopole Sophia Antipolis.

AINSI FAIT ET DELIBERE
A ANTIBES LE 29 avril 2019
Suivent les signatures
Pour extrait certifié conforme,

Le Président,



Jean LEONETTI

CONVENTION DE PARTENARIAT AVEC L'ASSOCIATION INCUBATEUR PACA EST

Entre les soussignés :

La Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, ayant son siège social à la Mairie d'Antibes, B.P. 2205 - 06606 ANTIBES représentée par Monsieur Jean LEONETTI agissant au lieu et place de la Communauté en sa qualité de Président conformément à la délibération du Bureau Communautaire du 29 avril 2019 ;

Ci-après désignée **C.A.S.A.**

ET

L'Association dénommée « Association Incubateur PACA-Est » régie par la Loi du 1er juillet 1901, ayant pour but d'aider à la création d'entreprises, dont le siège social est situé à C/O Business Pôle, 1047 route des dolines, 06560 VALBONNE, représentée par Mr Laurent LONDEIX agissant au lieu et place de l'association en sa qualité de Président, conformément aux statuts de l'association ;

Ci-après désignée **Incubateur PACA-Est**

EXPOSE

Vu l'arrêté préfectoral en date du 10 décembre 2001 portant création de la C.A.S.A. , celle-ci exerce la compétence liée au développement économique., au titre de ses compétences obligatoires.

Conformément à ses statuts, l'Association Incubateur PACA-Est, exerce notamment une mission relative à l'exercice de cette compétence d'aide à la création d'entreprises innovantes valorisant les résultats de leurs recherches. La loi sur l'innovation du 12 juillet 1999 a donné aux établissements universitaires et aux organismes de recherche la possibilité de mettre en place des incubateurs, qui constituent des structures d'aide et de soutien à la création d'entreprises innovantes en valorisant les résultats de leurs recherches.

L'Incubateur PACA-Est, créé en 2000, fait partie des 29 incubateurs académiques sélectionnés et subventionnés par le Ministère en charge de la Recherche.

Ses objectifs se concentrent sur la valorisation des compétences et le transfert des technologies issus des laboratoires universitaires et organismes de recherche publics pour permettre la création d'entreprises innovantes et donc d'emplois à haute valeur ajoutée.

Généraliste, l'Incubateur PACA-Est accompagne des projets sur différents domaines thématiques et technologiques sur les axes suivants :

- Accompagnement : un chargé d'affaires suit l'évolution du projet durant la durée d'incubation. Ce suivi est complété par des formations et conseils assurés par des prestataires externes ;
- Attribution d'une enveloppe financière : avance remboursable en cas de succès en 4 annuités à compter de la troisième année qui suit la sortie d'incubation. Cette enveloppe peut être utilisée par les porteurs de projets pour financer des prestations telles qu'une étude de marché, la création d'un site internet, le dépôt de brevets... ;

- Facilité d'hébergement : l'incubateur dispose de locaux au Business Pôle. Il entretient par ailleurs des relations privilégiées avec les pépinières d'entreprises (la Pépinière du Business Pôle, Starteo, Nice Côte d'Azur, Cré@tv, Grasse) afin d'assurer la transition des projets incubés vers ces structures.

La C.A.S.A., dans le cadre des compétences qui lui ont été transférées, souhaite soutenir le programme d'actions 2019.

Il est convenu et arrêté ce qui suit :

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

Par la présente convention, l'Incubateur PACA-Est s'engage à mettre en œuvre, en référence aux orientations de politique publique mentionnées en préambule, une mission d'accompagnement à la réalisation d'entreprises innovantes, issues ou adossées à des organismes de recherche, dans les départements Alpes maritimes et du Var. Le but étant au final, la création d'entreprises et d'emplois qualifiés à forte valeur ajoutée sur le territoire « PACA Est »

Les actions de l'Incubateur PACA-Est sont les suivantes :

- accompagnement de créateurs d'entreprises innovantes en lien avec la recherche publique, des étudiants de l'université de Nice Sophia Antipolis, Université Côte d'Azur, de SKEMA BS ; Ecoles ou formations d'Ingénieurs publiques et privées
- aiguillage de projets sur les pépinières Business Pôle EU BIC et Starteo ;
- apports de compétences auprès des Start Up du Business Pôle EU BIC en partenariat et complémentarité avec la C.A.S.A., dans le cadre du Label EU BIC ;
- contribution à l'organisation d'un réseau d'entrepreneurs de la C.A.S.A. permettant aux actuels et anciens incubés d'échanger sur leur expériences et bonnes pratiques.

En contrepartie, la C.A.S.A. s'engage à soutenir financièrement l'Incubateur PACA-Est pour la réalisation de ces objectifs.

ARTICLE 2 : DUREE

La présente convention entre en vigueur une fois signée et revêtue de son caractère exécutoire. Elle est conclue pour l'année 2019.

Durant cette période, l'association s'engage à notifier à la C.A.S.A. tout retard pris dans l'exécution, toute modification des conditions d'exécution, de ses statuts ou de ses coordonnées bancaires.

ARTICLE 3 : DETERMINATION DES COÛTS DE L'ACTION

Le coût total estimé éligible de l'action sur la durée de la convention est évalué à 1 107 800 €, conformément au budget prévisionnel figurant en annexe (comptes 60 à 68).

L'association s'engage à mettre en place une comptabilité de type analytique lui permettant d'enregistrer précisément les dépenses directes et indirectes de l'action financée.

Les coûts totaux estimés annuels prennent en compte toutes les charges ainsi que tous les produits affectés à l'action.

ARTICLE 4 : MONTANT DE LA SUBVENTION ET CONDITIONS DE PAIEMENT

Le montant de la subvention annuelle attribuée par la C.A.S.A. est de 65 000 €.

Cette subvention sera versée en deux fois :

- 1^{er} acompte de 70 % soit 45 500 € à compter de la date d'exécution de la présente convention
- Versement du solde de 30 % soit 19 500 € si les conditions prévues aux articles 5 et 6 sont respectées et les objectifs prévus réalisés.

La subvention sera créditée au compte de l'association par mandat administratif.

Cette action fait l'objet de co-financements sur les bases des budgets prévisionnels présentés dans le Dossier Unique de Demande de Subvention.

ARTICLE 5 : MODALITES DE SUIVI DE LA CONVENTION – EVALUATIONS INTERMEDIAIRES ET FINALE

L'Association s'engage à produire auprès de la C.A.S.A. des bilans semestriels et un bilan annuel de l'action subventionnée.

5.1 Bilans semestriels–Evaluations intermédiaires

L'Incubateur PACA-Est s'engage à fournir tous les six mois et ce jusqu'au terme de la convention un bilan d'ensemble qualitatif et quantitatif de la mise en œuvre de l'action (ou du programme d'actions) à partir des indicateurs quantitatifs et qualitatifs définis dans le dossier unique de demande de subvention.

Ces indicateurs quantitatifs et qualitatifs sont :

- Nombre de projets ayant candidatés ;
- Nombre d'entreprises présentées en comité et validées par le bureau décisionnel ;
- Liste, activités et nombre des projets incubés au Business Pôle et / ou Starteo ;
- Liste et nombre des projets incubés sur le territoire C.A.S.A avec leur localisation ;
- Liste des Entreprises intéressées par des surfaces au Business Pôle et / ou Starteo dans les 3 mois ;
- Liste et localisation des entreprises à la sortie de l'incubateur sur le territoire de la C.A.S.A. ;
- Le nombre d'animations proposées aux incubés et celles mutualisées avec les hébergés du Business Pôle et / ou Starteo.

La C.A.S.A procèdera conjointement avec l'association à l'évaluation des conditions de réalisation de l'action ou du programme d'actions de la manière suivante : l'association invitera la C.A.S.A. à son Assemblée Générale (ordinaire et extraordinaire) et elle lui transmettra le compte-rendu des Assemblées ainsi que son rapport moral, d'activité et financier.

5.2 Bilan final –Evaluation définitive

L'évaluation définitive sera exercée au vu du bilan final basé sur les mêmes indicateurs quantitatifs et qualitatifs fournis par L'Incubateur Paca-Est.

L'évaluation des conditions de réalisation des projets et actions auxquels la C.A.S.A. a apporté son concours porte sur la conformité des résultats avec les objectifs attendus, sur l'impact des actions ou des interventions, au regard de leur utilité sociale, de l'intérêt communautaire et de l'intérêt général.

L'évaluation positive de l'action conditionne le renouvellement de sa participation financière, en tout état de cause par convention expresse.

5.3 Commission paritaire

En cas de difficulté constatée dans la réalisation de l'action subventionnée, une commission paritaire, entre la C.A.S.A. et l'association, se réunira dans un délai de 2 mois après l'envoi d'une lettre recommandée de l'une des parties faisant état des difficultés. Cette commission devra identifier les difficultés et les éventuelles solutions à mettre en œuvre. Dans les cas où aucune solution ne serait trouvée durant la période de référence de la convention, la C.A.S.A. mettra en œuvre les procédures référencées aux articles 8 et 11.

ARTICLE 6 : OBLIGATIONS COMPTABLES ET JUSTIFICATIFS A FOURNIR

L'Incubateur PACA-Est s'engage :

- A adopter un cadre budgétaire et comptable conforme au règlement n°99-01 du 16 février 1999 du Comité de la réglementation comptable relatif aux modalités d'établissement des comptes annuels des associations, homologué par arrêté interministériel en date du 8 avril 1999 et à fournir lesdits comptes annuels dans les sept mois suivant la clôture de l'exercice ;
- Plus particulièrement, l'Incubateur PACA-Est remettra chaque année à la C.A.S.A. ses bilan et compte de résultat ainsi que l'annexe comptable. En outre, il communiquera une version détaillée de ses comptes annuels et éventuellement son dossier de gestion. Ce dernier, réalisé par l'expert comptable, comprend des ratios, une analyse financière complétée de commentaires ;
- A fournir le compte rendu financier propre à l'objectif défini, signé par le Président ou toute personne habilitée, dans les six mois suivant sa réalisation ou avant le 30 avril au plus tard de l'année 2020 ;
- Si l'Incubateur PACA-Est est soumis à l'obligation légale de faire procéder au contrôle par un commissaire aux comptes, il s'engage à transmettre à la C.A.S.A. tout rapport produit par celui-ci dans les délais utiles ainsi que ses comptes annuels certifiés conformes du dernier exercice connu.

➤ **L'Incubateur PACA-Est devra valoriser l'engagement, la participation et le soutien financier de la C.A.S.A. par la présence d'un logo et d'une mention dans l'ensemble des documents et supports de communication / d'informations diffusés par l'association, tous formats confondus, en lien avec l'action subventionnée.**

ARTICLE 7 : ASSURANCE

L'Incubateur PACA-Est reconnaît avoir souscrit une police d'assurance intégrant la responsabilité civile et les risques couvrant l'exercice de ses activités. Une copie doit être transmise sans délai à la C.A.S.A.

ARTICLE 8 : SANCTIONS

En cas de non-exécution, de retard significatif ou de modification substantielle sans l'accord écrit de la C.A.S.A. des conditions d'exécution de la convention par l'Incubateur Paca-Est, et sans préjudice des dispositions prévues à la présente convention, la C.A.S.A. peut remettre en cause le montant de la subvention ou exiger le reversement de tout ou partie des sommes déjà versées au titre de la présente convention.

ARTICLE 9 : CONTROLE DE LA C.A.S.A.

L'Incubateur PACA-Est s'engage à faciliter, à tout moment, le contrôle par la C.A.S.A. de la réalisation des objectifs et de l'emploi des fonds notamment par l'accès à toute pièce justificative des dépenses et tout autre document dont la production serait jugée utile. A cet effet, l'association mettra en place des systèmes fiables et réguliers d'enregistrement de l'activité permettant d'en rendre compte à tout moment.

La C.A.S.A. se réserve le droit de procéder ou de faire procéder par un organisme mandaté par elle, sur pièces ou sur place, à tout contrôle ou audit qu'elle jugerait utile.

Au cas où les contrôles feraient apparaître que les sommes versées n'ont pas été utilisées ou l'ont été à des fins autres que celles mentionnées à l'article 1^{er}, la C.A.S.A. pourra exiger le reversement des sommes.

ARTICLE 10 : AVENANTS

Toute modification des conditions ou des modalités d'exécution de la présente convention, définie d'un commun accord entre les parties, fera l'objet d'un avenant.

Celui-ci précisera les éléments modifiés de la convention, sans que ceux-ci ne puissent conduire à remettre en cause les objectifs généraux définis à l'article 1^{er}.

ARTICLE 11 : RESILIATION DE LA CONVENTION

En cas de non-respect par l'une ou l'autre partie des engagements respectifs inscrits dans la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'une ou l'autre des parties à l'expiration d'un délai de deux mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure.

ARTICLE 12 : ELECTION DU DOMICILE

Le tribunal administratif territorialement compétent connaîtra les éventuelles contestations nées de l'application de la présente convention.

Fait à Valbonne Sophia Antipolis, le

En deux exemplaires

Pour l'Association Incubateur PACA-Est
Le Président,

Pour la Communauté d'Agglomération
Sophia Antipolis
Le Président,

Laurent LONDEIX

Jean LEONETTI

2. Budget prévisionnel de l'association/structure

Si l'exercice de l'association est différent de l'année civile, préciser les dates de début et de fin d'exercice. Le total des charges doit être égal au total des produits.

Exercice 2018		date de début : 01/01/19	date de fin : 31/12/19
CHARGES	Montant ⁵	PRODUITS	Montant
CHARGES DIRECTES		RESSOURCES DIRECTES	
DEPENSES IMPREVUES		EXEDENT ANTERIEUR REPORTE	
60 – Achats	347 500	70 – Vente de produits finis, de marchandises, prestations de services	240 000
Prestations Incubés	345 000	013-Atténuation de charges	
Achats matières et fournitures	2 500	74- Subventions d'exploitation ⁶	653 500
Autres fournitures		Etat : Ministère de la recherche	250 000
61 - Services extérieurs	88 000	-PRE	
Locations loyer	67 700	-	
Entretien et réparation	13 200	Région PACA	120 000
Assurance	2 300	- ADEME	75 000
Documentation + séminaires	4 800	Département(s) : 06	11 500
62 - Autres services extérieurs	97 700	-	
Rémunérations intermédiaires et honoraires	20 000	Intercommunalité(s) : EPCI ⁷ et communes	
Publicité, publication	20 000	- CAPAP – NCA - TPM - CANNES	77 000
Déplacements, missions	49 000	- CASA	65 000
Services bancaires, cotisations	8 600		
Affranchissement, téléphone	10 100		
63 - Impôts et taxes	11 300	Autres Subventions (détailler) :	
Impôts et taxes sur rémunération,	11 300	-	
Autres impôts et taxes		- MARRITTIMO	55 000
64- Charges de personnel	403 000		
Rémunération des personnels,	268 000	L'agence de services et de paiement (ex CNASEA, emploi aidés)	
Charges sociales,	135 000		
Autres charges de personnel			
65- Perte s/créances irrécouvrables	22 700	75 - Autres produits de gestion courante	68 000
66- Charges financières		Cotisations membres	68 000
68- Dotation aux amortissements	600	76 - Produits financiers	0
68- Dot P Dépréciation cptes incubés	127 600	78 - Reprises provisions dépréciation douteux	145 400
		79 – Transferts de Charges	900
CHARGES INDIRECTES			
Charges fixes de fonctionnement			
Frais financiers			
Autres			
TOTAL DES CHARGES	1 107 800	TOTAL DES PRODUITS	1 107 800
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES ⁸			
86- Emplois des contributions volontaires en nature		87 - Contributions volontaires en nature	
Secours en nature		Bénévolat	
Mise à disposition gratuite de biens et prestations		Prestations en nature	
Personnel bénévole		Dons en nature	
TOTAL	1 107 800	TOTAL	1 107 800

⁵ Ne pas indiquer les centimes d'euros.

⁶ L'attention du demandeur est appelée sur le fait que les indications sur les financements demandés auprès d'autres financeurs publics valent déclaration sur l'honneur et tiennent lieu de justificatifs. Aucun document complémentaire ne sera demandé si cette partie est complétée en indiquant les autres services et collectivités sollicitées.

⁷ Catégories d'établissements publics de coopération intercommunale (EPCI) à fiscalité propre : communauté de communes, communauté d'agglomération, communauté urbaine.

⁸ Le plan comptable des associations, issu du règlement CRC n°99-01, prévoit a minima une information (quantitative ou, à défaut, qualitative) dans l'annexe et une possibilité d'inscription en comptabilité, mais en engagements « hors bilan » et « au pied » du compte de résultat.

CONVENTION DE PARTENARIAT AVEC L'INCUBATEUR TELECOM PARISTECH

Entre les soussignés :

La Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, ayant son siège social à la Mairie d'Antibes, B.P. 2205 - 06606 ANTIBES représentée par Monsieur Jean LEONETTI agissant au lieu et place de la Communauté en sa qualité de Président conformément à la délibération du Bureau Communautaire du 29 avril 2019 ;

Ci-après désignée **C.A.S.A.**

ET

Télécom ParisTech, école de l'Institut Mines Télécom, établissement public à caractère scientifique, culturel et professionnel, régi par le décret n° 2012-279 du 28 Février 2012, dont le siège social est situé 46 rue Barrault 75634 Paris Cedex 13 représenté par Monsieur Yves Poilane, Directeur ;

Ci-après désignée « **Télécom ParisTech** »

EXPOSE

Vu l'arrêté préfectoral en date du 10 décembre 2001 portant création de la C.A.S.A., celle-ci exerce, au titre de ses compétences obligatoires, celle liée au développement économique.

Depuis plus de dix ans, Télécom ParisTech fait de la création d'entreprises un de ses axes stratégiques majeurs, au-delà de ses activités d'enseignement, de recherche et de formation continue.

Télécom ParisTech s'est doté d'un incubateur à Paris, relayé par la création d'un second incubateur en Mai 2006 à Sophia Antipolis. Télécom ParisTech s'est implanté sur la technopole en se rapprochant de sa filiale Eurecom, donnant naissance à l'incubateur Télécom ParisTech Eurecom Entrepreneurs.

Cet incubateur s'engage, non seulement, à mettre en œuvre une mission de détection et d'accompagnement de projets de création d'entreprises innovantes sur le territoire de Sophia Antipolis, mais aussi à soutenir les créateurs au niveau de la logistique, de l'hébergement et de l'accompagnement individuel.

Il accompagne en moyenne une dizaine de projets innovants dans les TIC par an, portés par de jeunes ingénieurs ou des anciens de l'école, qui, après une expérience dans le tissu industriel, se lancent avec un projet personnel. Ainsi, depuis le démarrage de l'incubateur, 72 projets ont abouti à la création d'entreprises générant plus de 362 emplois.

Par ailleurs, l'Incubateur Télécom ParisTech Eurecom Entrepreneurs travaille en synergie avec la Pépinière du Business Pôle et l'Incubateur Paca Est dans le cadre de la démarche qualité induite par le label EU BIC, obtenu en juin 2014.

Dans ce cadre, il est prévu que l'Incubateur Télécom ParisTech Eurecom Entrepreneurs participe activement au développement de l'innovation, au dynamisme économique du territoire et à la création d'emplois.

C'est pourquoi, dans le cadre des compétences qui lui ont été transférées, la C.A.S.A. souhaite soutenir le programme d'actions 2019 de Telecom ParisTech.

Il est convenu et arrêté ce qui suit :

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

Par la présente convention, l'Incubateur Télécom ParisTech Eurecom Entrepreneurs s'engage à mettre en œuvre, en référence aux orientations de politique publique mentionnées en préambule, une mission de détection et d'accompagnement de projets de création d'entreprises innovants sur le territoire de Sophia Antipolis.

Les objectifs pour l'année 2019 de l'incubateur Télécom ParisTech Eurecom Entrepreneurs sont les suivants :

- Poursuivre, dans le cadre du label EU BIC avec le Business Pôle et l'Incubateur Paca Est, la mise en place d'une Plateforme d'Animation et d'Accélération pour la création d'entreprises du numérique (PAACEN) pour accueillir et accompagner les porteurs de projet pour faire émerger et encourager les meilleurs projets à aller vers l'incubation ;
- Favoriser les essaimages et les liens avec les réseaux des anciens Telecom ParisTech, Eurecom et Mines Telecom afin de promouvoir l'Incubateur et d'encourager la création d'entreprises innovantes sur le territoire ;
- Accompagner les projets dès leur entrée à l'Incubateur Télécom ParisTech Eurecom Entrepreneurs mais également après leur entrée en pépinière afin de leur donner des bases solides de développement et leur assurer un soutien tout au long du cycle de vie du projet.

En contrepartie, la C.A.S.A. s'engage à soutenir financièrement l'Incubateur Télécom ParisTech Eurecom Entrepreneurs pour la réalisation de ces objectifs.

ARTICLE 2 : DUREE

La présente convention entre en vigueur une fois signée et revêtue de son caractère exécutoire. Elle est conclue pour l'année 2019.

Durant cette période, l'association s'engage à notifier à la C.A.S.A. tout retard pris dans l'exécution, toute modification des conditions d'exécution, de ses statuts ou de ses coordonnées bancaires.

ARTICLE 3 : DETERMINATION DES CÔUTS DE L'ACTION

Le coût total estimé éligible de l'action sur la durée de la convention est évalué à 408 000 € conformément au budget prévisionnel figurant en annexe (comptes 60 à 68).

L'Incubateur Télécom ParisTech Eurecom Entrepreneurs s'engage à mettre en place une comptabilité de type analytique lui permettant d'enregistrer précisément les dépenses directes et indirectes de l'action financée.

Les coûts totaux estimés annuels prennent en compte toutes les charges ainsi que tous les produits affectés à l'action.

ARTICLE 4 : MONTANT DE LA SUBVENTION ET CONDITIONS DE PAIEMENT

Le montant de la subvention annuelle attribuée par la C.A.S.A. est de 90 000 €.

Cette subvention sera versée en deux fois :

- Acompte de 70 % soit 63 000 € à compter de la date d'exécution de la présente convention ;
- Versement du solde de 30 % soit 27 000 € si les conditions prévues aux articles 5 et 6 sont respectées et au regard des objectifs réalisés.

La subvention sera créditée au compte de l'association par mandat administratif.

Cette action fait l'objet de co-financements sur les bases des budgets prévisionnels présentés dans le Dossier Unique de Demande de Subvention.

ARTICLE 5 : MODALITES DE SUIVI DE LA CONVENTION – EVALUATIONS INTERMEDIAIRES ET FINALE

L'Incubateur Télécom ParisTech Eurecom Entrepreneurs s'engage à produire auprès de la C.A.S.A. des bilans trimestriels ou semestriels et un bilan annuel de l'action subventionnée.

5.1 Bilans trimestriels ou semestriels–Evaluations intermédiaires

L'Incubateur Télécom ParisTech Eurecom Entrepreneurs s'engage à fournir tous les six mois et ce jusqu'au terme de la convention un bilan d'ensemble qualitatif et quantitatif de la mise en œuvre de l'action (ou du programme d'actions) à partir des indicateurs quantitatifs et qualitatifs définis dans le dossier unique de demande de subvention.

Ces indicateurs quantitatifs et qualitatifs sont :

- Nombre de projets ayant candidaté
- Nombre d'entrées en incubation
- Liste des Entreprises intéressées par des surfaces au Business Pôle et / ou Starteo dans les 3 mois
- Liste des actions menées pour les entreprises en incubation
- Liste des actions de sensibilisation à l'entrepreneuriat pour les étudiants du 3e cycle d'UCA.
- Le nombre d'animations proposées aux incubés et celles mutualisées avec les hébergés du Business Pôle et / ou Starteo.

La C.A.S.A. procèdera conjointement avec l'Incubateur à l'évaluation des conditions de réalisation de l'action ou du programme d'actions de la manière suivante :

- Suivi régulier de l'activité et résultats des comités d'incubation ayant lieu environ tous les deux mois.
- Bilan de l'action en fin d'année.

L'Incubateur invitera la C.A.S.A. à son Assemblée Générale (ordinaire et extraordinaire) et elle lui transmettra le compte-rendu des Assemblées ainsi que son rapport moral, d'activité et financier.

5.2 Bilan final –Evaluation définitive

L'évaluation définitive sera exercée au vu du bilan final basé sur les mêmes indicateurs quantitatifs et qualitatifs fournis par Télécom ParisTech.

L'évaluation des conditions de réalisation des projets et actions auxquels la C.A.S.A. a apporté son concours porte sur la conformité des résultats avec les objectifs attendus, sur l'impact des actions ou des interventions, au regard de leur utilité sociale, de l'intérêt communautaire et de l'intérêt général.

L'évaluation positive de l'action conditionne le renouvellement de sa participation financière, en tout état de cause par convention expresse.

Telecom ParisTech devra valoriser l'engagement, la participation et le soutien financier de la C.A.S.A. par la présence d'un logo et d'une mention dans l'ensemble des documents et supports de communication / d'informations diffusés par l'association, tous formats confondus, en lien avec l'action subventionnée.

5.3 Commission paritaire

En cas de difficulté constatée dans la réalisation de l'action subventionnée, une commission paritaire, entre la C.A.S.A. et l'association, se réunira dans un délai de 2 mois après l'envoi d'une lettre recommandée de l'une des parties faisant état des difficultés.

Cette commission devra identifier les difficultés et les éventuelles solutions à mettre en œuvre. Dans les cas où aucune solution ne serait trouvée durant la période de référence de la convention, la C.A.S.A. mettra en œuvre les procédures référencées aux articles 8 et 11.

ARTICLE 6 : OBLIGATIONS COMPTABLES ET JUSTIFICATIFS A FOURNIR

Télécom ParisTech Eurecom Entrepreneurs s'engage :

- A adopter un cadre budgétaire et comptable conforme au règlement n°99-01 du 16 février 1999 du Comité de la réglementation comptable relatif aux modalités d'établissement des comptes annuels des associations, homologué par arrêté interministériel en date du 8 avril 1999 et à fournir lesdits comptes annuels dans les sept mois suivant la clôture de l'exercice.
- Plus particulièrement, Télécom ParisTech remettra chaque année à la C.A.S.A. ses bilan et compte de résultat ainsi que l'annexe comptable. En outre, il communiquera une version détaillée de ses comptes annuels et éventuellement son dossier de gestion. Ce dernier, réalisé par l'expert comptable, comprend des ratios, une analyse financière complétée de commentaires.
- A fournir le compte rendu financier propre à l'objectif défini, signé par le Président ou toute personne habilitée, dans les six mois suivant sa réalisation ou avant le 30 avril au plus tard de l'année 2020.
- Si Télécom ParisTech est soumis à l'obligation légale de faire procéder au contrôle par un commissaire aux comptes, il s'engage à transmettre à la C.A.S.A. tout rapport produit par celui-ci dans les délais utiles ainsi que ses comptes annuels certifiés conformes du dernier exercice connu.

ARTICLE 7 : ASSURANCE

L'Incubateur Télécom ParisTech Eurecom Entrepreneurs reconnaît avoir souscrit une police d'assurance intégrant la responsabilité civile et les risques couvrant l'exercice de ses activités. Une copie doit être transmise sans délai à la C.A.S.A.

ARTICLE 8 : SANCTIONS

En cas de non-exécution, de retard significatif ou de modification substantielle sans l'accord écrit de la C.A.S.A. des conditions d'exécution de la convention par Télécom ParisTech, et sans préjudice des dispositions prévues à la présente convention, la C.A.S.A. peut remettre en cause le montant de la subvention ou exiger le reversement de tout ou partie des sommes déjà versées au titre de la présente convention.

ARTICLE 9 : CONTROLE DE LA C.A.S.A.

Télécom ParisTech s'engage à faciliter, à tout moment, le contrôle par la C.A.S.A. de la réalisation des objectifs et de l'emploi des fonds notamment par l'accès à toute pièce justificative des dépenses et tout autre document dont la production serait jugée utile. A cet effet, l'association mettra en place des systèmes fiables et réguliers d'enregistrement de l'activité permettant d'en rendre compte à tout moment.

La C.A.S.A. se réserve le droit de procéder ou de faire procéder par un organisme mandaté par elle, sur pièces ou sur place, à tout contrôle ou audit qu'elle jugerait utile.

Au cas où les contrôles feraient apparaître que les sommes versées n'ont pas été utilisées ou l'ont été à des fins autres que celles mentionnées à l'article 1^{er}, la C.A.S.A. pourra exiger le reversement des sommes.

ARTICLE 10 : AVENANT

Toute modification des conditions ou des modalités d'exécution de la présente convention, définie d'un commun accord entre les parties, fera l'objet d'un avenant.

Celui-ci précisera les éléments modifiés de la convention, sans que ceux-ci ne puissent conduire à remettre en cause les objectifs généraux définis à l'article 1^{er}.

ARTICLE 11 : RESILIATION DE LA CONVENTION

En cas de non-respect par l'une ou l'autre partie des engagements respectifs inscrits dans la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'une ou l'autre des parties à l'expiration d'un délai de deux mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure.

ARTICLE 12 : LITIGES

Télécom ParisTech et la C.A.S.A. conviennent que les litiges qui résultent de l'application du présent accord font l'objet d'une tentative de conciliation par un expert désigné d'un commun accord.

A défaut de conciliation dans un délai de 2 mois de la constatation du litige et sauf prolongation admise par les parties, celles-ci conservent la faculté de soumettre leurs litiges à la compétence exclusive du Tribunal Administratif ; les frais d'expertise sont répartis entre les parties.

Fait à Valbonne Sophia Antipolis, le

En deux exemplaires

Pour Télécom ParisTech,
Le Directeur,

Pour la Communauté
d'Agglomération Sophia Antipolis,
Le Président,

Yves POILANE

Jean LEONETTI

5. Budget¹ de l'association

Année 2019 ou exercice du au

Budget supplémentaire -
demande pluriannuelle

Suppression du budget -
demande pluriannuelle

CHARGES	Montant	PRODUITS	Montant
CHARGES DIRECTES		RESSOURCES DIRECTES	
60 - Achats	67 000	70 - Vente de produits finis, de marchandises, prestations de services	
Achats matières et fournitures	60 000	73 - Dotations et produits de tarification	
Autres fournitures	7 000	74 - Subventions d'exploitation²	300 000
		Etat : préciser le(s) ministère(s), directions ou services déconcentrés sollicités cf. 1ère page	
61 - Services extérieurs	72 000		
Locations	71 000		
Entretien et réparation			
Assurance		Conseil-s Régional(aux) :	
Documentation	1 000		
62 - Autres services extérieurs	106 500	Conseil-s Départemental (aux) :	
Rémunérations intermédiaires et honoraires	96 000		
Publicité, publication	7 000		
Déplacements, missions	3 500	Communes, communautés de communes ou d'agglomérations:	
Services bancaires, autres		CASA	110 000
63 - Impôts et taxes	0		
Impôts et taxes sur rémunération			
Autres impôts et taxes		Organismes sociaux (CAF, etc. détailler) :	
64 - Charges de personnel	87 500	Fonds européens (FSE, FEDER, etc.)	
Rémunération des personnels	87 500	L'agence de services et de paiement (emplois aidés)	
Charges sociales		Autres établissements publics	185 000
Autres charges de personnel		Aides privées (fondation)	5 000
65 - Autres charges de gestion courante		75 - Autres produits de gestion courante	33 000
		756. Cotisations	33 000
		758. Dons manuels - Mécénat	
66 - Charges financières		76 - Produits financiers	
67 - Charges exceptionnelles	75 000	77 - Produits exceptionnels	75 000
68 - Dotations aux amortissements, provisions et engagements à réaliser sur ressources affectées		78 - Reprises sur amortissements et provisions	
69 - Impôt sur les bénéfices (IS); Participation des salariés		79 - Transfert de charges	
TOTAL DES CHARGES	408 000	TOTAL DES PRODUITS	408 000
Excédent prévisionnel (bénéfice)		Insuffisance prévisionnelle (déficit)	

CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE³

86 - Emplois des contributions volontaires en nature		87 - Contributions volontaires en nature	
860 - Secours en nature		870 - Bénévolat	
861 - Mise à disposition gratuite de biens et services		871 - Prestations en nature	
862 - Prestations			
864 - Personnel bénévole		875 - Dons en nature	
TOTAL	0	TOTAL	0

¹ Ne pas indiquer les centimes d'euros.

² L'attention du demandeur est appelée sur le fait que les indications sur les financements demandés auprès d'autres financeurs publics valent déclaration sur l'honneur et tiennent lieu de justificatifs.

³ Le plan comptable des associations, issu du règlement CRC n° 99-01, prévoit a minima une information (quantitative ou, à défaut, qualitative) dans l'annexe et une possibilité d'inscription en comptabilité, mais « au pied » du compte de résultat ; voir notice.

CONVENTION DE PARTENARIAT AVEC L'ASSOCIATION TELECOM VALLEY

Entre les soussignés :

La Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, ayant son siège social à la Mairie d'Antibes, B.P. 2205 - 06606 ANTIBES représentée par Monsieur Jean LEONETTI agissant au lieu et place de la Communauté en sa qualité de Président conformément à la délibération du Bureau Communautaire du 29 avril 2019 ;

Ci-après désignée **C.A.S.A.**

ET

L'Association dénommée TELECOM VALLEY par la Loi du 1er juillet 1901, ayant pour but de fédérer et d'animer l'écosystème TIC local et régional dont le siège social est situé 1047 Route des Dolines – Business Pole Ent A. – BP 19 CS80019 – 06901 SOPHIA ANTIPOLIS CEDEX, représentée par Monsieur Pascal FLAMAND ou Monsieur Cédric ULMER agissant au lieu et place de l'association en leur qualité de Co-Président, conformément aux statuts de l'association ;

Ci-après désignée **Telecom Valley**

EXPOSE

Vu l'arrêté préfectoral en date du 10 décembre 2001 portant création de la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, celle-ci exerce, au titre de ses compétences obligatoires, celle liée au développement économique.

La C.A.S.A gère la technopole de Sophia Antipolis qui compte 2500 entreprises, en majorité dans des domaines de haute technologie, 38000 emplois, avec une croissance nette de 1000 emplois par an, et totalise un chiffre d'affaires de 5,6 milliards d'euros soit l'équivalent du chiffre d'affaires du tourisme de l'ensemble de la Côte d'Azur. Sophia Antipolis constitue un objet unique caractérisé par la fertilisation croisée et de nombreuses collaborations entre les différents acteurs : laboratoires, monde académique, start-ups, grandes entreprises.

En 2019, l'anniversaire des 50 ans de Sophia Antipolis sera l'opportunité de célébrer 50 ans de recherche et d'innovation et de développement économique du territoire avec une projection dans les 50 prochaines années et la technopole du futur.

Ce cinquantenaire est le moment idéal pour faire le point sur les réussites d'un projet ambitieux :

- être un territoire pionnier de l'innovation en France et à l'étranger ;
- avoir réussi le pari de combiner besoins d'un territoire local à des enjeux économiques et sociétaux d'envergure nationale ;
- attirer constamment des investisseurs, les talents et étudiants étrangers ;
- créer et animer un écosystème complexe de recherches, d'innovations et d'entrepreneuriat à fort développement.

Afin de sensibiliser et impliquer les différentes cibles (entrepreneurs, start-ups, décideurs et investisseurs), plusieurs actions de communication et événements de formats et contenus divers seront organisés tout au long de l'année 2019 (conférences, ateliers, expositions...) en collaboration avec les différents acteurs institutionnels, académiques, économiques et associatifs sophipolitains.

Conformément à ses statuts, Telecom Valley est une association professionnelle, à but non lucratif, qui regroupe les principaux acteurs des Technologies de l'Information et de la Communication de Sophia Antipolis. Elle constitue aussi un réseau de grands groupes, de PME, d'organismes de recherche et de formation, de partenaires institutionnels et d'organismes de normalisation.

Forte de 160 adhérents, représentant 18 000 salariés, 40 000 étudiants, Telecom Valley anime depuis 28 ans l'écosystème du numérique Azuréen sur le territoire de la French Tech Côte d'Azur. L'association est structurée en commissions thématiques et projets, pilotés par des bénévoles qui fédèrent les communautés m-Tourisme, Open Source, Emploi et Formation, Entrepreneuriat Etudiant (Challenge Jeunes Pousses), Innovation, Agilité-Qualité, User & Customer Experience, Cloud et Sécurité de l'Information, Test & Qualité Logiciel, Prototypage rapide et vulgarisation scientifique et technique (FabLab).

Les 4 valeurs fondatrices de Telecom Valley sont : Animation, Partage, Open Innovation et Business.

Le but de Telecom Valley est de dynamiser l'industrie du numérique dans la Région, en s'appuyant sur le réseau de compétences que constitue les adhérents de l'association et ses partenaires.

Dans le cadre de French Tech Côte d'Azur, Telecom Valley œuvre pour la fédération et l'animation de l'écosystème numérique azuréen. L'association met en place les actions utiles pour soutenir les entreprises locales du secteur, poursuivant 5 objectifs :

- Favoriser le Business par la rencontre et l'échange
- Partager le savoir et les compétences
- Favoriser l'entrepreneuriat étudiant
- Soutenir les entrepreneurs du Numérique au quotidien
- Faire émerger des projets collaboratifs

En outre, Telecom Valley a initié en 2014 un FabLab, dénommé SoFab, en partenariat avec l'Université Nice Sophia Antipolis et l'association Pobot (Club de Robotique de Sophia Antipolis). Le FabLab (FABrication LABoratory) désigne une plateforme technologique permettant, par la mise à disposition d'équipements évolués, de développer logiciels, applications et autres dispositifs.

Ce laboratoire de fabrication se caractérise par l'accueil de tous publics (entrepreneurs, designers, artistes, étudiants) et constitue ainsi un espace de rencontres et de création collaborative qui se déploie non seulement au niveau local mais aussi international, par des échanges mondiaux via les outils numériques utilisés.

Le Campus SophiaTech de l'Université accueille ce FabLab sur une surface de 50 m². Le partenariat avec l'UNS génère une plus-value importante par l'addition des compétences des professeurs, doctorants et chercheurs. L'Université utilise le FabLab dans le cadre de travaux dirigés et permet aux étudiants/doctorants porteurs de projet de valider rapidement leurs prototypes et accroître ainsi les facteurs de réussite nécessaires à la création de leur entreprise.

Au vu de l'intérêt des actions de Telecom Valley pour le territoire, la C.A.S.A. souhaite soutenir l'association et son projet FabLab.

Il est convenu et arrêté ce qui suit :

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

Par la présente convention, Telecom Valley s'engage à mettre en œuvre, en référence aux orientations de politique publique mentionnées en préambule, une mission d'animation de l'écosystème du numérique local à travers de projets, actions et communautés thématiques :

- **L'animation de l'écosystème FrenchTech**, notamment par le biais de communautés thématiques :
 - Commission Emploi Formation : organisation des Mornings de Telecom Valley, d'After Work RSE et de la nuit de la formation (de 19H à minuit)
 - Commission Open Source : organisations de workshops, de 5 Tech Confs, de « SophiaConf »
 - Commission Innovation :
 - Atelier « L'innovation vue par ... » : rencontre en vue d'exposer l'innovation développée au sein de chaque entreprise membre de l'association
 - Réunions thématiques « Innovation & Territoires »
 - Commission M-Tourisme :
 - mise en place d'actions pour favoriser le développement industriel des TIC liées au tourisme
 - journée M-tourisme
 - Commission Agilité-Qualité : organisation de l'Agile Tour Sophia Antipolis, des Agiles Lunches French SUG (Scrum User Group) Nice Sophia
 - Commission Sécurité de l'Information et Cloud : rencontres et demi-journée annuelle d'ateliers conférences
 - Test et qualité Logiciel : rencontres et soirée annuelle azurée du test logiciel
 - Expérience utilisateur et client : rencontres, organisation du World Usability Day et travail sur un livre blanc.
- **L'animation du FabLab « SoFab »** dont l'objectif principal est de promouvoir le développement de la filière logicielle Open Source en proposant un lieu ouvert, qui permette:
 - Le déploiement de travaux pratiques pour les étudiants en informatique et électronique de Polytech Nice Sophia et Skema Business School ;
 - La mise en œuvre d'actions de sensibilisation auprès des lycéens sur les métiers de la filière scientifique et technique ;
 - La mise à disposition d'un service support aux créateurs, start-ups, incubés mais aussi aux grands groupes (notamment dans le prototypage rapide) ;
 - L'organisation d'animations accessibles au grand public : prototypage, Do It Yourself (DIY).
 - L'organisation et le suivi du Trophée Objets Connectés et Services, en lien avec l'animation Telecom Valley (Concours de création d'objets connectés et de développement de services associés, en équipes mixtes étudiants / professionnels).

Ce FabLab favorise donc les rencontres, les échanges d'expérience et de savoir-faire entre les chercheurs, artistes, designers, experts. Cette synergie permettra de susciter la créativité et la création d'emplois.

- **L'organisation et le suivi du Challenge Jeunes Pousses** : concours qui a pour objectif de sensibiliser les étudiants (de niveau bac+4) à l'entrepreneuriat dans le domaine de l'innovation et de créer une passerelle entre le monde académique et le monde industriel.
- **Par ailleurs, un certain nombre d'événements s'inscriront dans le cadre des 50 ans de Sophia Antipolis**, dont notamment (liste non exhaustive) :
 - Demi-finale du Challenge Jeunes Pousses : 18 janvier 2019
 - Finale du Challenge Jeunes Pousses : 22 mars 2019
 - SophiaConf 2019 – 10 ans : 1er au 4 juillet 2019
 - Agile Tour Sophia Antipolis : septembre 2019
 - Hackathon Copernicus Sophia : 15-16 mars 2018

De manière générale, Télécom Valley joue un rôle essentiel dans la promotion de ses adhérents et partenaires ainsi que l'attractivité du territoire, grâce à l'ensemble de ses missions et aux actions de communication idoines.

En contrepartie, la C.A.S.A. s'engage à soutenir financièrement Telecom Valley pour la réalisation de ces objectifs.

ARTICLE 2 : DUREE

La présente convention entre en vigueur une fois signée et revêtue de son caractère exécutoire. Elle est conclue pour l'année 2019.

Durant cette période, l'association s'engage à notifier à la C.A.S.A. tout retard pris dans l'exécution, toute modification des conditions d'exécution, de ses statuts ou de ses coordonnées bancaires.

ARTICLE 3 : DETERMINATION DES COÛTS DE L'ACTION

Le coût total estimé éligible de l'action sur la durée de la convention est évalué à 439.640 € soit le montant du budget prévisionnel global de l'association, conformément aux budgets prévisionnels figurant en annexe (comptes 60 à 68).

L'association s'engage à mettre en place une comptabilité de type analytique lui permettant d'enregistrer précisément les dépenses directes et indirectes de l'action financée.

Les coûts totaux estimés annuels prennent en compte toutes les charges ainsi que tous les produits affectés à l'action.

ARTICLE 4 : MONTANT DE LA SUBVENTION ET CONDITIONS DE PAIEMENT

Le montant de la subvention annuelle attribuée par la C.A.S.A. est de 60.000 € répartis comme suit :

- 30.000€ au titre des actions d'animation de l'écosystème TIC
- 25.000 € au titre du FabLab « SoFab »
- 5.000 € au titre des actions menées pour le compte de la French Tech

Cette subvention sera versée en 2 temps : 70 % soit 42.000 € à compter de la date d'exécution de la présente convention, les 30 % restant soit 18.000 € seront versés si les conditions prévues aux articles 5 et 6 sont respectées et au regard des objectifs réalisés.

La subvention sera créditée au compte de l'Association par mandat administratif.

Cette action fait l'objet de co-financements sur les bases des budgets prévisionnels présentés dans le Dossier Unique de Demande de Subvention.

5.1 Bilan intermédiaire – Evaluation intermédiaire

Telecom Valley s'engage à fournir au terme de la convention un bilan semestriel qualitatif et quantitatif de la mise en œuvre de l'action subventionnée (ou du programme d'actions) à partir des indicateurs définis dans le dossier unique de demande de subvention.

En particulier,

- Favoriser l'essor de nouvelles entreprises innovantes sur le territoire de Sophia Antipolis en accompagnant des porteurs de projets sélectionnés
 - Nombre d'événements réalisés sur la technopole et nombre de participants / adhérents
 - Communication
 - Valorisation des actions auprès de l'écosystème (réseaux sociaux, médias, ...)
- Participer à l'animation de l'écosystème sophilopolitain à travers des événements réguliers
 - Conventions de partenariat avec la French Tech pour l'organisation ou la participation à des actions en faveur des entreprises du numérique
 - Participation dans la mesure du possible aux événements organisés par la mission « accueil et hébergement des entreprises » : conférences, présentations, séances de networking...
 - Nombre de candidatures du territoire reçues pour les événements / concours organisés
- Recrutement ou fidélisation des membres sophilopolitains existants :
 - Actions de recrutement de nouveaux membres
 - Stratégie de fidélisation des membres
 - Niveau de satisfaction des membres
- Trophées Objets Connectés et Services :
 - Nombre d'équipes engagées
 - Typologie des projets (objets + services) développés
 - Moyens engagés
 - Impact de ce Trophée en communication pour le territoire sophilopolitain et ses entreprises

La C.A.S.A procèdera conjointement avec l'association à l'évaluation des conditions de réalisation de l'action ou du programme d'actions au cours du premier semestre 2020.

➤ L'association invitera la C.A.S.A. à son Assemblée Générale (ordinaire et extraordinaire) et elle lui transmettra le compte-rendu des Assemblées ainsi que son rapport moral, d'activité et financier.

5.2 Bilan final – Evaluation définitive

L'évaluation définitive sera exercée au vu du bilan final basé sur les mêmes indicateurs quantitatifs et qualitatifs fournis par Telecom Valley.

L'évaluation des conditions de réalisation des projets et actions auxquels la C.A.S.A. a apporté son concours porte sur la conformité des résultats avec les objectifs attendus, sur l'impact des actions ou des interventions, au regard de leur utilité sociale, de l'intérêt communautaire et de l'intérêt général.

L'évaluation positive de l'action conditionne le renouvellement de sa participation financière, en tout état de cause par convention expresse.

Commission paritaire

En cas de difficulté constatée dans la réalisation de l'action subventionnée, une commission paritaire, entre la C.A.S.A. et l'association, se réunira dans un délai de 2 mois après l'envoi d'une lettre recommandée de l'une des parties faisant état des difficultés. Cette commission devra identifier les difficultés et les éventuelles solutions à mettre en œuvre. Dans les cas où aucune solution ne serait trouvée durant la période de référence de la convention, la C.A.S.A. mettra en œuvre les procédures référencées aux articles 8 et 11.

ARTICLE 6 : OBLIGATIONS COMPTABLES ET JUSTIFICATIFS A FOURNIR

Telecom Valley s'engage :

- A adopter un cadre budgétaire et comptable conforme au règlement n°99-01 du 16 février 1999 du Comité de la réglementation comptable relatif aux modalités d'établissement des comptes annuels des associations, homologué par arrêté interministériel en date du 8 avril 1999 et à fournir lesdits comptes annuels dans les sept mois suivant la clôture de l'exercice.
- Plus particulièrement, l'Association Telecom Valley remettra chaque année à la C.A.S.A. son bilan et compte de résultat ainsi que l'annexe comptable. En outre, elle communiquera une version détaillée de ses comptes annuels et éventuellement son dossier de gestion. Ce dernier, réalisé par l'expert-comptable, comprend des ratios, une analyse financière complétée de commentaires.
- A fournir le compte rendu financier propre à l'objectif défini, signé par le Président ou toute personne habilitée, dans les six mois suivant sa réalisation ou avant le 30 avril au plus tard de l'année 2020.
- Si l'Association Telecom Valley est soumise à l'obligation légale de faire procéder au contrôle par un commissaire aux comptes, elle s'engage à transmettre à la C.A.S.A. tout rapport produit par celui-ci dans les délais utiles ainsi que ses comptes annuels certifiés conformes du dernier exercice connu.

➤ TELECOM VALLEY / SOFAB devront valoriser l'engagement, la participation et le soutien financier de la C.A.S.A. par la présence d'un logo et d'une mention dans l'ensemble des documents et supports de communication / d'informations diffusés par l'association, tous formats confondus, en lien avec l'action subventionnée.

ARTICLE 7 : ASSURANCE

Telecom Valley reconnaît avoir souscrit une police d'assurance intégrant la responsabilité civile et les risques couvrant l'exercice de ses activités. Une copie doit être transmise sans délai à la C.A.S.A.

ARTICLE 8 : SANCTIONS

En cas de non-exécution, de retard significatif ou de modification substantielle sans l'accord écrit de la C.A.S.A. des conditions d'exécution de la convention par l'Association Telecom Valley, et sans préjudice des dispositions prévues à la présente convention, la C.A.S.A. peut remettre en cause le montant de la subvention ou exiger le reversement de tout ou partie des sommes déjà versées au titre de la présente convention.

ARTICLE 9 : CONTROLE DE LA C.A.S.A.

Telecom Valley s'engage à faciliter, à tout moment, le contrôle par la C.A.S.A. de la réalisation des objectifs et de l'emploi des fonds notamment par l'accès à toute pièce justificative des dépenses et tout autre document dont la production serait jugée utile. A cet effet, l'association mettra en place

des systèmes fiables et réguliers d'enregistrement de l'activité permettant d'en rendre compte à tout moment.

La C.A.S.A. se réserve le droit de procéder ou de faire procéder par un organisme mandaté par elle, sur pièces ou sur place, à tout contrôle ou audit qu'elle jugerait utile.

Au cas où les contrôles feraient apparaître que les sommes versées n'ont pas été utilisées ou l'ont été à des fins autres que celles mentionnées à l'article 1^{er}, la C.A.S.A. pourra exiger le reversement des sommes.

ARTICLE 10 : AVENANTS

Toute modification des conditions ou des modalités d'exécution de la présente convention, définie d'un commun accord entre les parties, fera l'objet d'un avenant.

Celui-ci précisera les éléments modifiés de la convention, sans que ceux-ci ne puissent conduire à remettre en cause les objectifs généraux définis à l'article 1^{er}.

ARTICLE 11 : RESILIATION DE LA CONVENTION

En cas de non-respect par l'une ou l'autre partie des engagements respectifs inscrits dans la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'une ou l'autre des parties à l'expiration d'un délai de deux mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure.

ARTICLE 12 : ELECTION DU DOMICILE

Le tribunal administratif territorialement compétent connaîtra les éventuelles contestations nées de l'application de la présente convention.

Fait à Valbonne Sophia Antipolis, le

En deux exemplaires

Pour l'Association Telecom Valley
Le Co-Président

Pour la Communauté d'Agglomération Sophia
Antipolis
Le Président

Pascal FLAMAND

Jean LEONETTI

BUDGET PREVISIONNEL TELECOM VALLEY 2018 ACTIONS HORS FABLAB

Intitulé des dépenses (1)	BUDGET	Ressources	BUDGET	%
60 – Achats		74 – subventions d'exploitation		
605 - Achats de matériels, équipements	24 481 €	Pépité		0
606 - Achats, fournitures	4 463 €			
61 – Services extérieurs		- Région(s) :		
613 - Locations		PACA	65 000 €	19
616 - Primes d'assurances	1 155 €		0 €	
618 - Divers	1 808 €	- Département(s) :		
62 – Autres services extérieurs		Alpes Maritimes		
622 - Rémunérations d'intermédiaires et honoraires	9 351 €	- EPCI		
623 - Publicité, public., relations publiques	6 000 €	CASA	45 000 €	13
625 - Déplacements, missions et réceptions	45 818 €	NCA		
626 - Frais postaux et frais de télécom.	308 €	CASA FABLAB		
627 - Services bancaires	423 €	CACPL	13 000 €	
628 - Divers	7 500 €			
64 Charges de personnel		75 – Autres produits de gestion courante		
641 - Salaires	100 620 €	cotisations	104 937 €	31
645 - Charges sociales	47 969 €	77 – Produits exceptionnels		
647 - Autres charges sociales	4 141 €	sur opérations de gestion	11 840 €	4
648 - Autres charges de personnel	3 541 €	sponsors privés	17 800 €	5
87 – Contributions volontaires en nature		87 – Contributions volontaires en nature		
Bénévolat	76 546 €	Bénévolat	76 546 €	23
Locaux	0 €	Locaux	0 €	
Total dépenses	334 123 €	Total ressources	334 123 €	

J'atteste sur l'honneur l'authenticité des informations mentionnées sur ce document.

Fait à Sophia Antipolis, le 28/09/2018.EY



Cédric ULMER & Pascal FLAMAND
Présidents

BUDGET FABLAB 2018

Intitulé des dépenses (1)	BUDGET	Ressources	BUDGET
60 – Achats		74 – subventions d'exploitation	
605 - Achats de matériels, équipements	15 579 €		
606 - Achats, fournitures	5 587 €		
61 – Services extérieurs		- Région(s) :	
613 - Locations		PACA	
616 - Primes d'assurances	545 €	- Département(s) :	
618 - Divers	1 092 €	Alpes Maritimes	
62 – Autres services extérieurs		- EPCI	
622 - Rémunérations d'intermédiaires et honoraires	11 499 €	CASA	
623 - Publicité, public., relations publiques		NCA	
625 - Déplacements, missions et réceptions	1 582 €	CASA FABLAB	30 000 €
626 - Frais postaux et frais de télécom.	142 €		
627 - Services bancaires	127 €		
628 - Divers			
64 Charges de personnel		75 - Autres produits de gestion courante	
641 - Salaires	26 610 €	cotisations	37 063 €
645 - Charges sociales	12 181 €	77 – Produits exceptionnels	
647 - Autres charges sociales	1 059 €	sur opérations de gestion	10 000 €
648 - Autres charges de personnel	1 059 €	sponsors privés	
86 – Emploi des contributions volontaire en nature		87 – Contributions volontaires en nature	
personnels bénévoles	13 454 €	personnels bénévoles	13 454 €
Locaux	15 000 €	Locaux	15 000 €
Total dépenses	105 517 €	Total ressources	105 517 €

J'atteste sur l'honneur l'authenticité des informations mentionnées sur ce document.

Fait à Sophia Antipolis, le 28/09/2018



Cédric ULMER & Pascal FLAMAND
Présidents

BUDGET GLOBAL PREVISIONNEL TELECOM VALLEY 2018

Intitulé des dépenses (1)	BUDGET	Ressources	BUDGET	%
60 – Achats		74 – subventions d'exploitation		
605 - Achats de matériels, équipements	40 060 €	Pépité		
606 - Achats, fournitures	10 050 €			
61 – Services extérieurs		- Région(s) :		
613 - Locations		PACA	65 000 €	15
616 - Primes d'assurances	1 700 €			
618 - Divers	2 900 €	- Département(s) :		
62 – Autres services extérieurs		Alpes Maritimes		
622 - Rémunérations d'intermédiaires et honoraires	20 850 €	- EPCI		
623 - Publicité, public., relations publiques	6 000 €	CASA	45 000 €	10
625 - Déplacements, missions et réceptions	47 400 €	NCA		
626 - Frais postaux et frais de télécom.	450 €	CASA FABLAB	30 000 €	7
627 - Services bancaires	550 €	CACPL	13 000 €	3
628 - Divers	7 500 €			
64 Charges de personnel		75 - Autres produits de gestion courante		
641 - Salaires	127 230 €	cotisations	142 000 €	32
645 - Charges sociales	60 150 €	77 – Produits exceptionnels		
647 - Autres charges sociales	5 200 €	sur opérations de gestion	21 840 €	5
648 - Autres charges de personnel	4 600 €	sponsors privés	17 800 €	4
87 – Contributions volontaires en nature		87 – Contributions volontaires en nature		
Bénévolat	90 000 €	Bénévolat	90 000 €	20
Locaux	15 000 €	Locaux	15 000 €	3
Total dépenses	439 640 €	Total ressources	439 640 €	

J'atteste sur l'honneur l'authenticité des informations mentionnées sur ce document.

Fait à Sophia Antipolis, le 28/09/2018

ASSOCIATION TELECOM VALLEY
 Bâtiment Pape - Bat B - Entrée A
 1047 Route des Dalmiers - BP 19 CS 80019
 06901 SOPHIA ANTIPOLIS CEDEX
 Tél. +33 (0)4 89 85 63 40 www.telecom-valley.fr
 Siret 352 373 411 00033 APE 9499Z

Cédric ULMER & Pascal FLAMAND
 Présidents

CONVENTION DE PARTENARIAT AVEC L'ASSOCIATION RESEAU ENTREPRENDRE COTE D'AZUR

Entre les soussignés :

La Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, ayant son siège social à la Mairie d'Antibes, B.P. 2205 - 06606 ANTIBES représentée par Monsieur Jean LEONETTI agissant au lieu et place de la Communauté en sa qualité de Président conformément à la délibération du Bureau Communautaire du 29 avril 2019 ;

Ci-après désignée **C.A.S.A.**

ET

L'Association dénommée Association Réseau Entreprendre Côte d'Azur régie par la Loi du 1er juillet 1901, ayant pour but de favoriser par l'action de chefs d'entreprise l'initiative économique, dont le siège social est situé Nice Premium, 61 avenue Simone Veil, 06200 NICE, représentée par Olivier BRET agissant au lieu et place de l'association en sa qualité de Président, conformément aux statuts de l'association ;

Ci-après désignée **Réseau Entreprendre Côte d'Azur**

EXPOSE

Vu l'arrêté préfectoral en date du 10 décembre 2001 portant création de la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, celle-ci exerce, au titre de ses compétences obligatoires, celle liée au développement économique.

Conformément à ses statuts, Réseau Entreprendre Côte d'Azur exerce notamment une mission relative à l'exercice de cette compétence : mission de création d'emplois et de richesses sur le territoire.

La C.A.S.A., dans le cadre des compétences qui lui ont été transférées, souhaite soutenir cette action.

Il est convenu et arrêté ce qui suit :

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

Par la présente convention, Réseau Entreprendre Côte d'Azur s'engage à mettre en œuvre, en référence aux orientations de politique publique mentionnées en préambule, une mission de création d'emplois et de richesse sur le territoire sôphipolitain grâce à l'accompagnement de nouveaux chefs d'entreprise, à fort potentiel de développement.

Cet accompagnement s'articule autour de 4 axes principaux :

- Accompagnement financier : projets à fort potentiel de développement par un Prêt d'Honneur (à taux 0, sans garanties) de 15 000 à 90 000 € ;
- Accompagnement collectif : par l'organisation de clubs des lauréats mensuels permettant aux entrepreneurs d'échanger sur les thématiques liées à l'entrepreneuriat (recrutement des salariés, communication, financements, etc.) ;
- Accompagnement individuel : par un chef d'entreprise membre de l'association (mentorat) ;
- Intégration dans les réseaux économiques nationaux et internationaux : par l'effet de la fédération Réseau Entreprendre qui rassemble plus de 12000 chefs d'entreprises en France et à l'étranger.

En contrepartie, la C.A.S.A. s'engage à soutenir financièrement l'association Réseau Entreprendre Côte d'Azur pour la réalisation de ces objectifs.

ARTICLE 2 : DUREE

La présente convention entre en vigueur une fois signée et revêtue de son caractère exécutoire. Elle est conclue pour l'année 2019.

En cas de non réalisation dans ce délai, la C.A.S.A se réserve le droit de demander le remboursement de tout ou partie de la subvention.

Durant cette période, l'association s'engage à notifier à la C.A.S.A tout retard pris dans l'exécution, toute modification des conditions d'exécution, de ses statuts ou de ses coordonnées bancaires.

ARTICLE 3 : DETERMINATION DES COUTS DE L'ACTION

Le coût total estimé éligible du plan d'actions sur la durée de la convention est évalué à 10.000 €, pour un budget global de 461.077€, conformément au budget prévisionnel figurant en annexe (comptes 60 à 68).

L'association s'engage à mettre en place une comptabilité de type analytique lui permettant d'enregistrer précisément les dépenses directes et indirectes de l'action financée.

Les coûts totaux estimés annuels prennent en compte toutes les charges ainsi que tous les produits affectés à l'action.

ARTICLE 4 : MONTANT DE LA SUBVENTION ET CONDITIONS DE PAIEMENT

Le montant de la subvention annuelle attribuée par la C.A.S.A. est de 10.000 €.

Cette subvention sera versée en un seul versement à compter de la date d'exécution de la présente convention.

La subvention sera créditée au compte de l'association Réseau Entreprendre Côte d'Azur par mandat administratif.

Cette action fait l'objet de co-financements sur les bases des budgets prévisionnels présentés dans le Dossier Unique de Demande de Subvention.

ARTICLE 5 : MODALITES DE SUIVI DE LA CONVENTION – EVALUATIONS INTERMEDIAIRES ET FINALE

➤ L'Association s'engage à produire auprès de la C.A.S.A. un bilan intermédiaire et un bilan annuel de l'action subventionnée.

L'association Réseau Entreprendre Côte d'Azur s'engage à fournir un bilan d'ensemble qualitatif et quantitatif de la mise en œuvre de l'action (ou du programme d'actions) à partir des indicateurs quantitatifs et qualitatifs définis dans le dossier unique de demande de subvention.

Ces indicateurs quantitatifs et qualitatifs sont :

- Nombre de candidats sôphopolitains rencontrés et pré-accompagnés ou réorientés vers d'autres structures d'accompagnement
- Nombre d'emplois créés ou maintenus sur le territoire sôphopolitain
- Nombre d'entreprises sôphopolitaines labellisées
- Nombre d'heures de bénévolat
- Nombre de Club des Lauréats

La C.A.S.A. procèdera conjointement avec l'Association à l'évaluation des conditions de réalisation de l'action ou du programme d'actions de la manière suivante :

➤ L'Association invitera la C.A.S.A. à son Assemblée Générale (ordinaire et extraordinaire) et elle lui transmettra le compte-rendu des Assemblées ainsi que son rapport moral, d'activité et financier.

Commission paritaire

En cas de difficulté constatée dans la réalisation de l'action subventionnée, une commission paritaire, entre la C.A.S.A. et l'association, se réunira dans un délai de 2 mois après l'envoi d'une lettre recommandée de l'une des parties faisant état des difficultés. Cette commission devra identifier les difficultés et les éventuelles solutions à mettre en œuvre. Dans les cas où aucune solution ne serait trouvée durant la période de référence de la convention, la C.A.S.A. mettra en œuvre les procédures référencées aux articles 8 et 11.

ARTICLE 6 : OBLIGATIONS COMPTABLES ET JUSTIFICATIFS A FOURNIR

L'association Réseau Entreprendre Côte d'Azur s'engage :

- A adopter un cadre budgétaire et comptable conforme au règlement n°99-01 du 16 février 1999 du Comité de la réglementation comptable relatif aux modalités d'établissement des comptes annuels des associations, homologué par arrêté interministériel en date du 8 avril 1999 et à fournir lesdits comptes annuels dans les sept mois suivant la clôture de l'exercice.
- Plus particulièrement, l'Association Réseau Entreprendre Côte d'Azur remettra chaque année à la C.A.S.A son bilan et compte de résultat ainsi que l'annexe comptable.
- En outre, elle communiquera une version détaillée de ses comptes annuels et éventuellement son dossier de gestion. Ce dernier, réalisé par l'expert comptable, comprend des ratios, une analyse financière complétée de commentaires.
- A fournir le compte rendu financier propre à l'objectif défini, signé par le Président ou toute personne habilitée, dans les six mois suivant sa réalisation ou avant le 30 avril au plus tard de l'année 2020.

- L'Association Réseau Entreprendre Côte d'Azur est soumise à l'obligation légale de faire procéder au contrôle par un commissaire aux comptes, elle s'engage à transmettre à la C.A.S.A. tout rapport produit par celui-ci dans les délais utiles ainsi que ses comptes annuels certifiés conformes du dernier exercice connu.

➤ **RESEAU ENTREPRENDRE COTE D'AZUR devra valoriser l'engagement, la participation et le soutien financier de la C.A.S.A. par la présence d'un logo et d'une mention dans l'ensemble des documents et supports de communication / d'informations diffusés par l'association, tous formats confondus, en lien avec l'action subventionnée. Certains événements organisés par l'association Réseau Entreprendre Côte d'Azur pourront prendre une coloration particulière dans le cadre des 50 ans de Sophia Antipolis.**

ARTICLE 7 : ASSURANCE

L'association Réseau Entreprendre Côte d'Azur reconnaît avoir souscrit une police d'assurance intégrant la responsabilité civile et les risques couvrant l'exercice de ses activités. Une copie doit être transmise sans délai à la C.A.S.A.

ARTICLE 8 : SANCTIONS

En cas de non-exécution, de retard significatif ou de modification substantielle sans l'accord écrit de la C.A.S.A. des conditions d'exécution de la convention par l'Association Réseau Entreprendre Côte d'Azur et sans préjudice des dispositions prévues à la présente convention, la C.A.S.A. peut remettre en cause le montant de la subvention ou exiger le reversement de tout ou partie des sommes déjà versées au titre de la présente convention.

ARTICLE 9 : CONTROLE DE LA CASA

L'association Réseau Entreprendre Côte d'Azur s'engage à faciliter, à tout moment, le contrôle par la C.A.S.A. de la réalisation des objectifs et de l'emploi des fonds notamment par l'accès à toute pièce justificative des dépenses et tout autre document dont la production serait jugée utile. A cet effet, l'association mettra en place des systèmes fiables et réguliers d'enregistrement de l'activité permettant d'en rendre compte à tout moment.

La C.A.S.A se réserve le droit de procéder ou de faire procéder par un organisme mandaté par elle, sur pièces ou sur place, à tout contrôle ou audit qu'elle jugerait utile.

Au cas où les contrôles feraient apparaître que les sommes versées n'ont pas été utilisées ou l'ont été à des fins autres que celles mentionnées à l'article 1^{er}, la C.A.S.A pourra exiger le reversement des sommes.

ARTICLE 10 : AVENANTS

Toute modification des conditions ou des modalités d'exécution de la présente convention, définie d'un commun accord entre les parties, fera l'objet d'un avenant.

Celui-ci précisera les éléments modifiés de la convention, sans que ceux-ci ne puissent conduire à remettre en cause les objectifs généraux définis à l'article 1^{er}.

ARTICLE 11 : RESILIATION DE LA CONVENTION

En cas de non-respect par l'une ou l'autre partie des engagements respectifs inscrits dans la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'une ou l'autre des parties à l'expiration d'un délai de deux mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure.

ARTICLE 12 : ELECTION DU DOMICILE

Le tribunal administratif territorialement compétent connaîtra les éventuelles contestations nées de l'application de la présente convention.

Fait à Valbonne Sophia Antipolis, le

En deux exemplaires

Pour l'Association
Réseau Entreprendre Côte d'Azur,
Le Président

Pour la Communauté d'Agglomération
Sophia Antipolis,
Le Président

Olivier BRET

Jean LEONETTI

5. Budget¹ de l'association

Année 20.19 ou exercice du 01/01/2019.. au 31/12/209....

Budget supplémentaire -
demande pluriannuelle

Suppression du budget -
demande pluriannuelle

CHARGES	Montant	PRODUITS	Montant
CHARGES DIRECTES		RESSOURCES DIRECTES	
60 - Achats	2 600	70 - Vente de produits finis, de marchandises, prestations de services	
Achats matières et fournitures	2 600	73 - Dotations et produits de tarification	
Autres fournitures		74 - Subventions d'exploitation²	55 100
		Etat : préciser le(s) ministère(s), directions ou services déconcentrés sollicités cf. 1ère page	
61 - Services extérieurs	1 450		
Locations	1 100		
Entretien et réparation			
Assurance	350	Conseil-s Régional(aux) :	
Documentation			
62 - Autres services extérieurs	35 548	Conseil-s Départemental (aux) :	
Rémunérations intermédiaires et honoraires	21 448		
Publicité, publication	1 600		
Déplacements, missions	11 800	Communes, communautés de communes ou d'agglomérations:	
Services bancaires, autres	700	METROPOLE	15 000
63 - Impôts et taxes	0	Agglo Cannes Pays Lerins - CAPL	15 000
Impôts et taxes sur rémunération	0	Agglo Sophia Antipolis - CASA	5 000
Autres impôts et taxes		Organismes sociaux (CAF, etc. détailler) :	
64 - Charges de personnel	118 179	Fonds européens (FSE, FEDER, etc.)	
Rémunération des personnels	82 199	L'agence de services et de paiement (emplois aidés)	5 600
Charges sociales	26 700	Autres établissements publics	500
Autres charges de personnel	9 280	Aides privées (fondation)	14 000
65 - Autres charges de gestion courante		75 - Autres produits de gestion courante	109 000
		756. Cotisations	106 000
		758. Dons manuels - Mécénat	3 000
66 - Charges financières	7 000	76 - Produits financiers	1 900
67 - Charges exceptionnelles		77 - Produits exceptionnels	
68 - Dotations aux amortissements, provisions et engagements à réaliser sur ressources affectées	300	78 - Reprises sur amortissements et provisions	
69 - Impôt sur les bénéfices (IS); Participation des salariés		79 - Transfert de charges	
TOTAL DES CHARGES	165 077	TOTAL DES PRODUITS	166 000
Excédent prévisionnel (bénéfice)		Insuffisance prévisionnelle (déficit)	77

CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE³

86 - Emplois des contributions volontaires en nature		87 - Contributions volontaires en nature	
860 - Secours en nature		870 - Bénévolat	296 000
861 - Mise à disposition gratuite de biens et services		871 - Prestations en nature	
862 - Prestations			
864 - Personnel bénévole	296 000	875 - Dons en nature	
TOTAL	296 000	TOTAL	296 000

¹ Ne pas indiquer les centimes d'euros.

² L'attention du demandeur est appelée sur le fait que les indications sur les financements demandés auprès d'autres financeurs publics valent déclaration sur l'honneur et tiennent lieu de justificatifs.

³ Le plan comptable des associations, issu du règlement CRC n° 99-01, prévoit *a minima* une information (quantitative ou, à défaut, qualitative) dans l'annexe et une possibilité d'inscription en comptabilité, mais « au pied » du compte de résultat ; voir notice.

CONVENTION DE PARTENARIAT AVEC L'ASSOCIATION BA06

Entre les soussignés :

La Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, ayant son siège social à la Mairie d'Antibes, B.P. 2205 - 06606 ANTIBES représentée par Monsieur Jean LEONETTI agissant au lieu et place de la Communauté en sa qualité de Président conformément à la délibération du Bureau Communautaire du 29 avril 2019 ;

Ci-après désignée **C.A.S.A.**

ET

L'Association dénommée Association BA06 régie par la Loi du 1er juillet 1901, ayant pour but de « contribuer au développement entrepreneurial du territoire en accompagnant les entreprises innovantes à fort potentiel de croissance et de création d'emplois », dont le siège social est situé au Nice Premium, 61 avenue Simone Veil, 06200 Nice, représentée par Monsieur Georges DAO agissant au lieu et place de l'association en sa qualité de Président, conformément aux statuts de l'association ;

Ci-après désignée **ASSOCIATION BA06**

EXPOSE

Vu l'arrêté préfectoral en date du 10 décembre 2001 portant création de la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, celle-ci exerce, au titre de ses compétences obligatoires, celle liée au développement économique.

L'association BA06 contribue au développement entrepreneurial du territoire en accompagnant les entreprises innovantes à fort potentiel de croissance et de création d'emplois, par le biais de programmes dédiés :

- Programme BA06 Accélérateur ;
- Programme régional « PERFORM PACA » sur les départements des Alpes-Maritime et des Bouches du Rhône en partenariat avec les incubateurs ;
- Accélérateurs et pépinières d'entreprises ;
- Suivi et accompagnement des entreprises investies par le FCPR Fonds Entrepreneurial 06 ;
- Gestion opérationnelle de BA06 EVENT, évènement annuel co-organisé avec les collectivités territoriales, la CCI NCA et l'union patronale UPE 06 ;
- Organisation des évènements « Get in the Ring » pour la France, compétition internationale de start-ups.

La C.A.S.A., dans le cadre des compétences qui lui ont été transférées, souhaite soutenir ce programme d'actions.

Il est convenu et arrêté ce qui suit :

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

Par la présente convention, l'association BA06 s'engage à mettre en œuvre, en référence aux objectifs des actions mentionnées en préambule, l'évènement BA06 EVENT qui se déroule dans le département des Alpes-Maritimes.

BA06 EVENT a pour objectif de permettre aux entreprises innovantes du territoire de rencontrer en une journée et sur un même lieu des investisseurs, des donneurs d'ordre, des experts, des réseaux, des journalistes, des incubateurs, pépinières et accélérateurs, des pôles de compétitivité et toutes les institutions d'accompagnement des créateurs d'entreprises.

BA06 EVENT sélectionne 45 entreprises innovantes à fort potentiel de croissance et de création d'emplois dans les domaines d'activité du territoire : TIC, industrie, bien-être/santé, green-tech, services.

BA06 EVENT répond aux besoins des entreprises de rencontrer des clients et donneurs d'ordre pour développer leur chiffre d'affaires ; rencontrer des investisseurs et des financeurs pour opérer des levées de fonds (fonds privés, subventions, fonds européens, prêts d'honneur, prêts bancaires, ...) ; rencontrer des journalistes pour développer leur communication et notoriété ; rencontrer des experts (RH, juridique, stratégie, finances, ...) ; rencontrer des structures de l'écosystème spécialisées dans l'accompagnement d'entreprises ; faire connaître leur innovation et leurs services en participant aux Trophées BA06 EVENT.

L'action BA06 EVENT se déroule dans les locaux de la Chambre de Commerce Nice Côte d'Azur, en partenariat avec les collectivités territoriales et l'union patronale UPE06.

En contrepartie, la C.A.S.A. s'engage à soutenir financièrement l'association BA 06 pour la réalisation de cet évènement, qui s'est tenu le 20 Mars 2019, au profit des entreprises de son territoire.

La C.A.S.A. s'engage également à soutenir l'association BA06, en mettant les locaux du Business Pôle à disposition gracieuse (espace NIDA et salle de formation) pour l'organisation des 2 journées de préparation aux pitch, pour permettre aux entreprises sélectionnées de s'entraîner dans les meilleures conditions.

ARTICLE 2 : DUREE

La présente convention entre en vigueur une fois signée et revêtue de son caractère exécutoire. Elle est conclue pour l'année 2019.

Durant cette période, l'association s'engage à notifier à la C.A.S.A. tout retard pris dans l'exécution, toute modification des conditions d'exécution, de ses statuts ou de ses coordonnées bancaires.

ARTICLE 3 : DETERMINATION DES COUTS DE L'ACTION

Le coût total estimé éligible de l'action sur la durée de la convention est évalué à 10 000 € pour un budget global de 352.450 €, conformément au budget prévisionnel figurant en annexe (comptes 60 à 68).

L'association s'engage à mettre en place une comptabilité de type analytique lui permettant d'enregistrer précisément les dépenses directes et indirectes de l'action financée.

Les coûts totaux estimés annuels prennent en compte toutes les charges ainsi que tous les produits affectés à l'action.

ARTICLE 4 : MONTANT DE LA SUBVENTION ET CONDITIONS DE PAIEMENT

Le montant de la subvention annuelle attribuée par la C.A.S.A. est de **10.000 €**.

Cette subvention sera versée en un seul versement à compter de la date d'exécution de la présente convention.

La subvention sera créditée au compte de l'Association par mandat administratif.

Cette action fait l'objet de co- financements sur les bases des budgets prévisionnels présentés dans le Dossier Unique de Demande de Subvention.

ARTICLE 5 : MODALITES DE SUIVI DE LA CONVENTION – EVALUATIONS INTERMEDIAIRES ET FINALE

L'Association s'engage à produire auprès de la C.A.S.A. un bilan intermédiaire et un bilan annuel de l'action subventionnée.

L'association BA06 s'engage à fournir au terme de la convention un bilan d'ensemble qualitatif et quantitatif de la mise en œuvre de l'action (ou du programme d'actions) à partir des indicateurs quantitatifs et qualitatifs définis dans le dossier unique de demande de subvention.

Ces indicateurs quantitatifs et qualitatifs portent sur :

- Indicateurs de participation : nombre d'entreprises inscrites, nombre de donateurs d'ordre, investisseurs, experts présents le jour de l'évènement
- Nombre d'entreprises sophilopolitaines présentes le jour de l'évènement
- Indicateurs de rencontres « Business » : nombre de RDV pré-programmés, nombre de RDV additionnels sur place
- Indicateurs communication : nombre de parutions presse, interviews, relais partenaires, réseaux sociaux, site Internet
- Indicateurs de suivi post-événements pour les entreprises du territoire de Sophia Antipolis : nombre de RDV, montant des investissements / financement réalisés, nombre de partenariats engagés, nombre de commandes réalisées, montant des commandes.

La C.A.S.A. procèdera conjointement avec l'Association à l'évaluation des conditions de réalisation de l'action ou du programme d'actions en s'intéressant tout particulièrement à la réalisation des indicateurs ci-dessus pour les entreprises de son territoire.

Commission paritaire

En cas de difficulté constatée dans la réalisation de l'action subventionnée, une commission paritaire, entre la C.A.S.A. et l'association, se réunira dans un délai de 2 mois après l'envoi d'une lettre recommandée de l'une des parties faisant état des difficultés. Cette commission devra identifier les difficultés et les éventuelles solutions à mettre en œuvre. Dans les cas où aucune solution ne serait trouvée durant la période de référence de la convention, la C.A.S.A. mettra en œuvre les procédures référencées aux articles 8 et 11.

ARTICLE 6 : OBLIGATIONS COMPTABLES ET JUSTIFICATIFS A FOURNIR

L'association BA06 s'engage :

- A adopter un cadre budgétaire et comptable conforme au règlement n°99-01 du 16 février 1999 du Comité de la réglementation comptable relatif aux modalités d'établissement des comptes annuels des associations, homologué par arrêté interministériel en date du 8 avril 1999 et à fournir lesdits comptes annuels dans les sept mois suivant la clôture de l'exercice ;
- Plus particulièrement, l'Association BA06 remettra chaque année à la C.A.S.A. son bilan et compte de résultat ainsi que l'annexe comptable. En outre, elle communiquera une version détaillée de ses comptes annuels et éventuellement son dossier de gestion. Ce dernier, réalisé par l'expert comptable, comprend des ratios, une analyse financière complétée de commentaires ;
- A fournir le compte rendu financier propre à l'objectif défini, signé par le Président ou toute personne habilitée, dans les six mois suivant sa réalisation ou avant le 30 avril au plus tard de l'année 2020 ;
- Si l'Association BA06 est soumise à l'obligation légale de faire procéder au contrôle par un commissaire aux comptes, elle s'engage à transmettre à la C.A.S.A. tout rapport produit par celui-ci dans les délais utiles ainsi que ses comptes annuels certifiés conformes du dernier exercice connu.

L'association BA06 devra valoriser l'engagement, la participation et le soutien financier de la C.A.S.A. par la présence d'un logo et d'une mention dans l'ensemble des documents et supports de communication / d'informations diffusés par l'association, tous formats confondus, en lien avec l'action subventionnée. Certains événements organisés par l'association BA06 pourront prendre une coloration particulière dans le cadre des 50 ans de Sophia Antipolis.

ARTICLE 7 : ASSURANCE

L'association BA06 reconnaît avoir souscrit une police d'assurance intégrant la responsabilité civile et les risques couvrant l'exercice de ses activités. Une copie doit être transmise sans délai à la C.A.S.A.

ARTICLE 8 : SANCTIONS

En cas de non-exécution, de retard significatif ou de modification substantielle sans l'accord écrit de la C.A.S.A. des conditions d'exécution de la convention par l'Association BA06, et sans préjudice des dispositions prévues à la présente convention, la C.A.S.A. peut remettre en cause le montant de la subvention ou exiger le reversement de tout ou partie des sommes déjà versées au titre de la présente convention.

ARTICLE 9 : CONTROLE DE LA CASA

L'association BA06 s'engage à faciliter, à tout moment, le contrôle par la C.A.S.A. de la réalisation des objectifs et de l'emploi des fonds notamment par l'accès à toute pièce justificative des dépenses et tout autre document dont la production serait jugée utile. A cet effet, l'association mettra en place des systèmes fiables et réguliers d'enregistrement de l'activité permettant d'en rendre compte à tout moment.

La C.A.S.A. se réserve le droit de procéder ou de faire procéder par un organisme mandaté par elle, sur pièces ou sur place, à tout contrôle ou audit qu'elle jugerait utile.

Au cas où les contrôles feraient apparaître que les sommes versées n'ont pas été utilisées ou l'ont été à des fins autres que celles mentionnées à l'article 1^{er}, la C.A.S.A. pourra exiger le reversement des sommes.

ARTICLE 10 : AVENANTS

Toute modification des conditions ou des modalités d'exécution de la présente convention, définie d'un commun accord entre les parties, fera l'objet d'un avenant.

Celui-ci précisera les éléments modifiés de la convention, sans que ceux-ci ne puissent conduire à remettre en cause les objectifs généraux définis à l'article 1^{er}.

ARTICLE 11 : RESILIATION DE LA CONVENTION

En cas de non-respect par l'une ou l'autre partie des engagements respectifs inscrits dans la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'une ou l'autre des parties à l'expiration d'un délai de deux mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure.

ARTICLE 12 : ELECTION DU DOMICILE

Le tribunal administratif territorialement compétent connaîtra les éventuelles contestations nées de l'application de la présente convention.

Fait à Valbonne Sophia Antipolis, le

En deux exemplaires

Pour l'Association BA06
Le Président

Pour la Communauté d'Agglomération
Sophia Antipolis
Le Président

Georges DAO

Jean LEONETTI

6. Budget⁵ du projet

Année 2019. ou exercice du 01/01/19..... au 31/12/19.....

Budget supplémentaire -
projet pluriannuel

Suppression du budget -
projet pluriannuel

CHARGES	Montant	PRODUITS	Montant
CHARGES DIRECTES		RESSOURCES DIRECTES	
60 - Achats	23 000	70 - Vente de produits finis, de marchandises, prestations de services	216 000
Achats matières et fournitures	23 000	73 - Dotations et produits de tarification	
Autres fournitures		74 - Subventions d'exploitation²	48 300
		Etat : préciser le(s) ministère(s), directions ou services déconcentrés sollicités cf. 1ère page	
61 - Services extérieurs	20 400		
Locations	19 000		
Entretien et réparation			
Assurance	1 200	Conseil-s Régional(aux) :	
Documentation	200	Région Sud	20 000
62 - Autres services extérieurs	78 900	Conseil-s Départemental (aux) :	
Rémunérations intermédiaires et honoraires	64 700	CCI	8 300
Publicité, publication	7 000		
Déplacements, missions	5 000	Communes, communautés de communes ou d'agglomérations:	
Services bancaires, autres	2 200	Nice Côte d'Azur	10 000
63 - Impôts et taxes	2 000	CASA	10 000
Impôts et taxes sur rémunération	2 000		
Autres impôts et taxes		Organismes sociaux (CAF, etc. détailler) :	
64 - Charges de personnel	140 000	Fonds européens (FSE, FEDER, etc.)	
Rémunération des personnels	81 200	L'agence de services et de paiement (emplois aidés)	
Charges sociales	58 800	Aides privées (fondation)	
Autres charges de personnel		Autres établissements publics	
65 - Autres charges de gestion courante		75 - Autres produits de gestion courante	0
		756. Cotisations	
		758. Dons manuels - Mécénat	
66 - Charges financières		76 - Produits financiers	
67 - Charges exceptionnelles		77 - Produits exceptionnels	
68 - Dotations aux amortissements, provisions et engagements à réaliser sur ressources affectées		78 - Reprises sur amortissements et provisions	
69 - Impôt sur les bénéfices (IS); Participation des salariés		79 - Transfert de charges	
CHARGES INDIRECTES REPARTIES AFFECTEES AU PROJET		RESSOURCES PROPRES AFFECTEES AU PROJET	
Charges fixes de fonctionnement			
Frais financiers			
Autres			
TOTAL DES CHARGES	264 300	TOTAL DES PRODUITS	264 300
Excédent prévisionnel (bénéfice)		Insuffisance prévisionnelle (déficit)	

CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE⁷

86 - Emplois des contributions volontaires en nature		87 - Contributions volontaires en nature	
860 - Secours en nature		870 - Bénévolat	
861 - Mise à disposition gratuite de biens et services	41 000	871 - Prestations en nature	41 000
862 - Prestations			
864 - Personnel bénévole	47 150	875 - Dons en nature	47 150
TOTAL	88 150	TOTAL	88 150

La subvention sollicitée de.....10000€, objet de la présente demande représente4,00% du total des produits du projet
(montant sollicité/total du budget) x 100.

⁵ Ne pas indiquer les centimes d'euros.

⁶ L'attention du demandeur est appelée sur le fait que les indications sur les financements demandés auprès d'autres financeurs publics valent déclaration sur l'honneur et tiennent lieu de justificatifs.

⁷ Voir explications et conditions d'utilisation dans la notice.

CONVENTION DE PARTENARIAT AVEC L'ASSOCIATION RECHERCHE ET AVENIR

Entre les soussignés :

La Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, ayant son siège social à la Mairie d'Antibes, B.P. 2205 - 06606 ANTIBES représentée par Monsieur Jean LEONETTI agissant au lieu et place de la Communauté en sa qualité de Président conformément à la délibération du Bureau Communautaire du 29 avril 2019 ;

Ci-après désignée **C.A.S.A.**

ET

L'Association dénommée Association RECHERCHE ET AVENIR - Association Européenne pour l'Éducation et la Recherche en Sciences régie par la Loi du 1er juillet 1901, ayant pour but de favoriser la Recherche Publique & Privée, l'Innovation et l'emploi des Diplômés en Sciences, dont le siège social est situé à Cannes, 11 rue Velasquez BP 209 – 06408 Cannes Cedex, représentée par Madame Anne-Laure ROLLET agissant au lieu et place de l'association en sa qualité de Présidente, conformément aux statuts de l'association ;

Ci-après désignée **REA**

EXPOSE

Vu l'arrêté préfectoral en date du 10 décembre 2001 portant création de la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, celle-ci exerce, au titre de ses compétences obligatoires, celle liée au développement économique.

Conformément à ses statuts, REA exerce une mission d'accompagnement personnalisé vers l'emploi des Docteurs en entreprise au sein du tissu économique régional et mise à disposition des acteurs de la Recherche, du Développement et de l'Innovation de son réseau de docteurs et d'entreprises partenaires.

Sa connaissance de terrain à la fois de la Recherche publique et de la Recherche privée lui permet d'être un acteur efficace dans les actions de Rapprochement Universités-Entreprises (RUE), en plaçant les docteurs au cœur des partenariats.

Par un accompagnement personnalisé vers l'emploi (formation, ateliers, tables rondes, suivi), REA facilite l'intégration des jeunes docteurs en entreprise au sein du tissu économique local.

Les missions de REA se déclinent en 3 axes majeurs :

- Insertion : Accompagnement personnalisé des docteurs ;
- Interaction : Développement d'une plateforme d'interaction Industrie – Recherche – Education – Culture ;
- Innovation : Soutien aux projets innovants avec accompagnement Universités-Entreprises.

Son workshop annuel traite des enjeux de la Recherche et de l'Innovation en France à travers les emplois et les projets collaboratifs.

L'association a également deux projets en cours de montage : une formation courte des jeunes docteurs via le dispositif RUE et un projet européen Erasmus + « Alliance des Compétences ».

Dans ce cadre, il est prévu de déployer le projet de Rapprochement Université – Entreprises (RUE) consistant en une mise en relation des mondes économique et académique et plus précisément, les TPE / PME / PMI (notamment sur Sophia Antipolis) avec les Laboratoires de Recherche & Etudiants (masters, doctorants) et jeunes docteurs.

La C.A.S.A., dans le cadre des compétences qui lui ont été transférées, souhaite soutenir cette action.

Il est convenu et arrêté ce qui suit :

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

Par la présente convention, REA s'engage à mettre en œuvre, en référence aux orientations de politique publique mentionnées en préambule, l'organisation du Workshop ainsi que son projet de Rapprochement Université – Entreprises (RUE).

- **Action 1 :** Organisation du workshop 2019
Le workshop s'est tenu le 24 janvier 2019 au Business Pôle et avait pour objet « **Intelligence Artificielle : Innovation et Éthique** ». Cet événement visait à mettre en lumière les enjeux de l'Intelligence Artificielle, à court, moyen et long terme, et à favoriser l'établissement de partenariats entre les acteurs de la science et de l'innovation et le monde de l'entreprise. Plusieurs thématiques ont été abordées par le biais de présentation et d'ateliers variés : « Performance économique et éthique de l'IA : enjeux et compatibilité », « Déploiement de l'IA : impact humain et organisationnel », « Enjeux de neutralité et de contrôle de l'IA ».
- **Action 2 :** Poursuivre la phase de consolidation et de régionalisation du projet de RUE, au regard de son efficacité et de son succès:
 - Capitaliser sur le bilan des quatre phases (accumulés sur 4 ans): pilote, déploiement et consolidation à travers la validation et la duplication des process ;
 - Sensibiliser les PME (start-ups, TPE, PME, PMI, GG) au potentiel de collaboration effective et d'accompagnement vers l'innovation ;
 - Identifier les besoins et verrous technologiques des entreprises via les différents partenaires (Pôles de compétitivité, incubateurs, pépinières, BPI, CCI...);
 - Identifier et suivre les projets de recherche matures des laboratoires et proposer un projet de thèse avec un doctorant à une entreprise qui aurait défini un besoin en rapport avec le projet de recherche ;
 - Organiser des rencontres en comités restreints à partir des potentiels publics/privés identifiés en présence d'un médiateur/facilitateur REA ;
 - Accompagner les partenariats Laboratoires / Entreprises dans la définition, la négociation et le développement des projets et mise en relation avec les tutelles de recherche pour l'établissement de contrats collaboratifs ;
 - Accompagner les Masters, Doctorants et jeunes Docteurs auprès des entreprises dans leur intégration du monde économique ou en les incitant à créer leur propre entreprise innovante ;
 - Dresser un bilan du retour d'expérience des trois phases et communication (médiatisation des témoignages).

Le projet de rapprochement entre les laboratoires de recherche publique et les entreprises du territoire vise à aider le développement des PME et TPE (notamment celles de la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis), grâce à une collaboration active des Laboratoires Publics et Universitaires.

Dans ses phases expérimentales et de déploiement, ce projet a clairement montré la nécessité d'aider les acteurs des mondes académique et économique à exprimer leurs besoins et à identifier le bon partenaire pour l'établissement d'une collaboration de recherche fructueuse. Ce projet fait suite au constat que la puissance de recherche publique du département est insuffisamment mise à disposition des entreprises en quête d'innovation comme source de développement. De fait, il est apparu évident aux porteurs de projet de proposer une solution visant à rapprocher les PME des laboratoires de recherche de la région afin d'aider les entreprises à se développer en s'appuyant sur l'expertise et les compétences de ces laboratoires. Les premiers résultats de ce projet (à l'issue des phases pilote et de déploiement) ont montré un excellent taux de transformation après la qualification (82%).

En contrepartie, la C.A.S.A. s'engage à soutenir financièrement REA pour la réalisation de ces objectifs.

ARTICLE 2 : DUREE

La présente convention entre en vigueur une fois signée et revêtue de son caractère exécutoire. Elle est conclue pour l'année 2019.

En cas de non réalisation dans ce délai, la C.A.S.A. se réserve le droit de demander le remboursement de tout ou partie de la subvention.

Durant cette période, l'association s'engage à notifier à la C.A.S.A. tout retard pris dans l'exécution, toute modification des conditions d'exécution, de ses statuts ou de ses coordonnées bancaires.

ARTICLE 3 : DETERMINATION DES CÔUTS DE L'ACTION

Le coût total estimé éligible du plan d'actions sur la durée de la convention est évalué à 24.800 €, pour un budget global de 277.400 €, conformément au budget prévisionnel figurant en annexe (comptes 60 à 68).

L'association s'engage à mettre en place une comptabilité de type analytique lui permettant d'enregistrer précisément les dépenses directes et indirectes de l'action financée.

Les coûts totaux estimés annuels prennent en compte toutes les charges ainsi que tous les produits affectés à l'action.

ARTICLE 4 : MONTANT DE LA SUBVENTION ET CONDITIONS DE PAIEMENT

Le montant de la subvention annuelle attribuée par la C.A.S.A. est de 10.000 €.

Cette subvention sera versée en un seul versement à compter de la date d'exécution de la présente convention.

La subvention sera créditée au compte de l'Association par mandat administratif.

Cette action fait l'objet de co-financements sur les bases des budgets prévisionnels présentés dans le Dossier Unique de Demande de Subvention.

ARTICLE 5 : MODALITES DE SUIVI DE LA CONVENTION – EVALUATIONS INTERMEDIAIRES ET FINALE

➤ L'Association s'engage à produire auprès de la C.A.S.A. un bilan annuel de l'action subventionnée.

REA s'engage à fournir un bilan d'ensemble qualitatif et quantitatif de la mise en œuvre de l'action (ou du programme d'actions) à partir des indicateurs définis dans le dossier unique de demande de subvention.

Ces indicateurs clés de performance, quantitatifs et qualitatifs, portent sur :

- Nombre d'entreprises et de laboratoires sophilopolitains impliqués
- Nombre de rencontres organisées en comité one to one entre start-ups/PME/PMI/TPE sophilopolitaines et laboratoires
- Nombre de partenariats initiés impliquant des Masters, Doctorants et/ou Jeunes Docteurs, Ingénieurs et entreprises sophilopolitaines
- Nombre d'ateliers et de formations organisés par REA sur le territoire de Sophia Antipolis à destination des acteurs économiques et académiques sophilopolitains et en lien avec les thématiques clés et la recherche effectuée sur Sophia Antipolis
 - Indicateurs de participation : nombre de participants et ratio acteurs économiques vs acteurs académiques (Masters, Doctorants et/ou Jeunes Docteurs)
 - Indicateurs communication : nombre de parutions presse, interviews, relais partenaires, réseaux sociaux, site Internet

La C.A.S.A. procèdera conjointement avec REA à l'évaluation des conditions de réalisation de l'action en s'intéressant tout particulièrement à la réalisation des indicateurs ci-dessus pour les entreprises de son territoire.

➤ L'Association invitera la C.A.S.A. à son Assemblée Générale (ordinaire et extraordinaire) et elle lui transmettra le compte-rendu des Assemblées ainsi que son rapport moral, d'activité et financier.

Commission paritaire

En cas de difficulté constatée dans la réalisation de l'action subventionnée, une commission paritaire, entre la C.A.S.A. et l'association, se réunira dans un délai de 2 mois après l'envoi d'une lettre recommandée de l'une des parties faisant état des difficultés. Cette commission devra identifier les difficultés et les éventuelles solutions à mettre en œuvre. Dans les cas où aucune solution ne serait trouvée durant la période de référence de la convention, la C.A.S.A. mettra en œuvre les procédures référencées aux articles 8 et 11.

ARTICLE 6 : OBLIGATIONS COMPTABLES ET JUSTIFICATIFS A FOURNIR

REA s'engage :

- A adopter un cadre budgétaire et comptable conforme au règlement n°99-01 du 16 février 1999 du Comité de la réglementation comptable relatif aux modalités d'établissement des comptes annuels des associations, homologué par arrêté interministériel en date du 8 avril 1999 et à fournir lesdits comptes annuels dans les sept mois suivant la clôture de l'exercice.

Plus particulièrement, REA remettra chaque année à la C.A.S.A. son bilan et compte de résultat ainsi que l'annexe comptable.

En outre, elle communiquera une version détaillée de ses comptes annuels et éventuellement son dossier de gestion. Ce dernier, réalisé par l'expert-comptable, comprend des ratios, une analyse financière complétée de commentaires.

- A fournir le compte rendu financier propre à l'objectif défini, signé par le Président ou toute personne habilitée, dans les six mois suivant sa réalisation ou avant le 30 avril au plus tard de l'année 2019.
- Si l'Association REA est soumise à l'obligation légale de faire procéder au contrôle par un commissaire aux comptes, elle s'engage à transmettre à la C.A.S.A. tout rapport produit par celui-ci dans les délais utiles ainsi que ses comptes annuels certifiés conformes du dernier exercice connu.

REA devra valoriser l'engagement, la participation et le soutien financier de la C.A.S.A. par la présence d'un logo et d'une mention dans l'ensemble des documents et supports de communication / d'informations diffusés par l'association, tous formats confondus, en lien avec l'action subventionnée.

ARTICLE 7 : ASSURANCE

REA reconnaît avoir souscrit une police d'assurance intégrant la responsabilité civile et les risques couvrant l'exercice de ses activités. Une copie doit être transmise sans délai à la C.A.S.A.

ARTICLE 8 : SANCTIONS

En cas de non-exécution, de retard significatif ou de modification substantielle sans l'accord écrit de la C.A.S.A. des conditions d'exécution de la convention par REA, et sans préjudice des dispositions prévues à la présente convention, la C.A.S.A. peut remettre en cause le montant de la subvention ou exiger le reversement de tout ou partie des sommes déjà versées au titre de la présente convention.

ARTICLE 9 : CONTROLE DE LA C.A.S.A.

REA s'engage à faciliter, à tout moment, le contrôle par la C.A.S.A. de la réalisation des objectifs et de l'emploi des fonds notamment par l'accès à toute pièce justificative des dépenses et tout autre document dont la production serait jugée utile. A cet effet, l'association mettra en place des systèmes fiables et réguliers d'enregistrement de l'activité permettant d'en rendre compte à tout moment.

La C.A.S.A. se réserve le droit de procéder ou de faire procéder par un organisme mandaté par elle, sur pièces ou sur place, à tout contrôle ou audit qu'elle jugerait utile.

Au cas où les contrôles feraient apparaître que les sommes versées n'ont pas été utilisées ou l'ont été à des fins autres que celles mentionnées à l'article 1^{er}, la C.A.S.A. pourra exiger le reversement des sommes.

ARTICLE 10 : AVENANTS

Toute modification des conditions ou des modalités d'exécution de la présente convention, définie d'un commun accord entre les parties, fera l'objet d'un avenant.

Celui-ci précisera les éléments modifiés de la convention, sans que ceux-ci ne puissent conduire à remettre en cause les objectifs généraux définis à l'article 1^{er}.

ARTICLE 11 : RESILIATION DE LA CONVENTION

En cas de non-respect par l'une ou l'autre partie des engagements respectifs inscrits dans la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'une ou l'autre des parties à l'expiration d'un délai de deux mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure.

ARTICLE 12 : ELECTION DU DOMICILE

Le tribunal administratif territorialement compétent connaîtra les éventuelles contestations nées de l'application de la présente convention.

Fait à Valbonne Sophia Antipolis, le

En deux exemplaires

Pour l'Association REA,

La Présidente,

Pour la Communauté d'Agglomération
Sophia Antipolis,
Le Président,

Anne-Laure ROLLET

Jean LEONETTI

2. Budget prévisionnel de l'association/structure

Si l'exercice de l'association est différent de l'année civile, préciser les dates de début et de fin d'exercice. Le total des charges doit être égal au total des produits.

Exercice 2019

date de début : 1^{er} octobre 2018

date de fin : 30 septembre 2019

CHARGES	Montant ⁵	PRODUITS	Montant
CHARGES DIRECTES		RESSOURCES DIRECTES	
DEPENSES IMPREVUES		EXCEDENT ANTERIEUR REPORTE	
60 – Achats		70 – Vente de produits finis, de marchandises, prestations de services	20 500
Achats non stockés - Administratifs	300	Adhésions	1 100
Prestations de services		UTLN	5 000
Achats matières et fournitures	300	74- Subventions d'exploitation ⁶	
Autres fournitures - informatiques	500	Etat : précisez le(s) ministère(s) sollicité(s)	
61 - Services extérieurs		- DRRT - CDT	30 000
Locations	4 160	-	
Entretien et réparation		Région(s) : PACA	25 000
Assurance	200	Département(s) :	
Documentation	100	Intercommunalité(s) : EPCI ⁷	
62 - Autres services extérieurs		- CACPL	10 000
Rémunérations intermédiaires et honoraires	33 000	- CASA	12 000
		- CAPG	5 000
		- Métropole Nice Côte d'Azur	7 000
Publicité, publication	3 000	- MTPM	10 000
Déplacements, missions	21 340	- CAVEM	5 000
Services bancaires, autres	200	- CAD	5 000
63 - Impôts et taxes		Commune(s) : Nice	2 000
Impôts et taxes sur rémunération,		Autres Organismes (détailler) :	
Autres impôts et taxes		UCA	40 000
64- Charges de personnel		Fondation F2I - UIMM	52 000
Rémunération des personnels (Net)	111 600	CCI NCA	5 000
Charges sociales,	79 700	MEDEF / UPE06	3 000
Autres charges de personnel*		CCI Var	10 000
65- Autres charges de gestion courante	650	MEDEF PACA / UPV	5 000
66- Charges financières		75 - Autres produits de gestion courante	2 000
67- Charges exceptionnelles		77 - Produits exceptionnels	100
68- Dotation aux amortissements		78 - Reprises sur amortissements et provisions	
CHARGES INDIRECTES			
Charges fixes de fonctionnement	650		
Frais financiers			
Autres		Report Réserve	1 000
TOTAL DES CHARGES	255 700	TOTAL DES PRODUITS	255 700
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES ⁸			
86- Emplois des contributions volontaires en nature		87 - Contributions volontaires en nature	
Secours en nature		Bénévolat	21 000
Mise à disposition gratuite de biens et prestations	700	Prestations en nature	700
Personnel bénévole	21 000	Dons en nature	
TOTAL	277 400	TOTAL	277 400

⁵ Ne pas indiquer les centimes d'euros.

⁶ L'attention du demandeur est appelée sur le fait que les indications sur les financements demandés auprès d'autres financeurs publics valent déclaration sur l'honneur et tiennent lieu de justificatifs. Aucun document complémentaire ne sera demandé si cette partie est complétée en indiquant les autres services et collectivités sollicitées.

⁷ Catégories d'établissements publics de coopération intercommunale (EPCI) à fiscalité propre : communauté de communes, communauté d'agglomération, communauté urbaine.

⁸ Le plan comptable des associations, issu du règlement CRC n°99-01, prévoit a minima une information (quantitative ou, à défaut, qualitative) dans l'annexe et une possibilité d'inscription en comptabilité, mais en engagements « hors bilan » et « au pied » du compte de résultat.

AR réceptionné - Imprimer

Date de l'acte : 29/04/2019
Numéro : BC_2019_049
Nature : DE - Deliberations
Objet : Soutien au développement territorial et animation -
Réseaux et acteurs de l'accompagnement - Attribution
de subventions
Matière : 7.5 - Subventions
Interlocuteur
Nom : LE GRATIET Véronique

Suivi des transactions**Accusé d'envoi**

Identifiant : ut6jYIw

Accusé de réception préfecture

Date de réception : 09/05/2019
Identifiant : 006-240600585-20190429-BC_2019_049-DE

Acte reçu

Date : 29/04/2019
Numéro interne : BC_2019_049
Code nature : 1
Code matière 1 : 7
Code matière 2 : 5
Objet : Soutien au développement territorial et animation - Réseaux et acteurs de l'accompagnement -
Attribution de subventions
Classification utilisée : 28/11/2018
Document : 99_DE-006-240600585-20190429-BC_2019_049-DE-1-1_1.PDF

Annexes

Nombre : 12

99_DE-006-240600585-20190429-BC_2019_049-DE-1-1_2.PDF
99_DE-006-240600585-20190429-BC_2019_049-DE-1-1_3.PDF
99_DE-006-240600585-20190429-BC_2019_049-DE-1-1_4.PDF
99_DE-006-240600585-20190429-BC_2019_049-DE-1-1_5.PDF
99_DE-006-240600585-20190429-BC_2019_049-DE-1-1_6.PDF
99_DE-006-240600585-20190429-BC_2019_049-DE-1-1_7.PDF
99_DE-006-240600585-20190429-BC_2019_049-DE-1-1_8.PDF
99_DE-006-240600585-20190429-BC_2019_049-DE-1-1_9.PDF
99_DE-006-240600585-20190429-BC_2019_049-DE-1-1_10.PDF
99_DE-006-240600585-20190429-BC_2019_049-DE-1-1_11.PDF
99_DE-006-240600585-20190429-BC_2019_049-DE-1-1_12.PDF
99_DE-006-240600585-20190429-BC_2019_049-DE-1-1_13.PDF

N